

Rouge

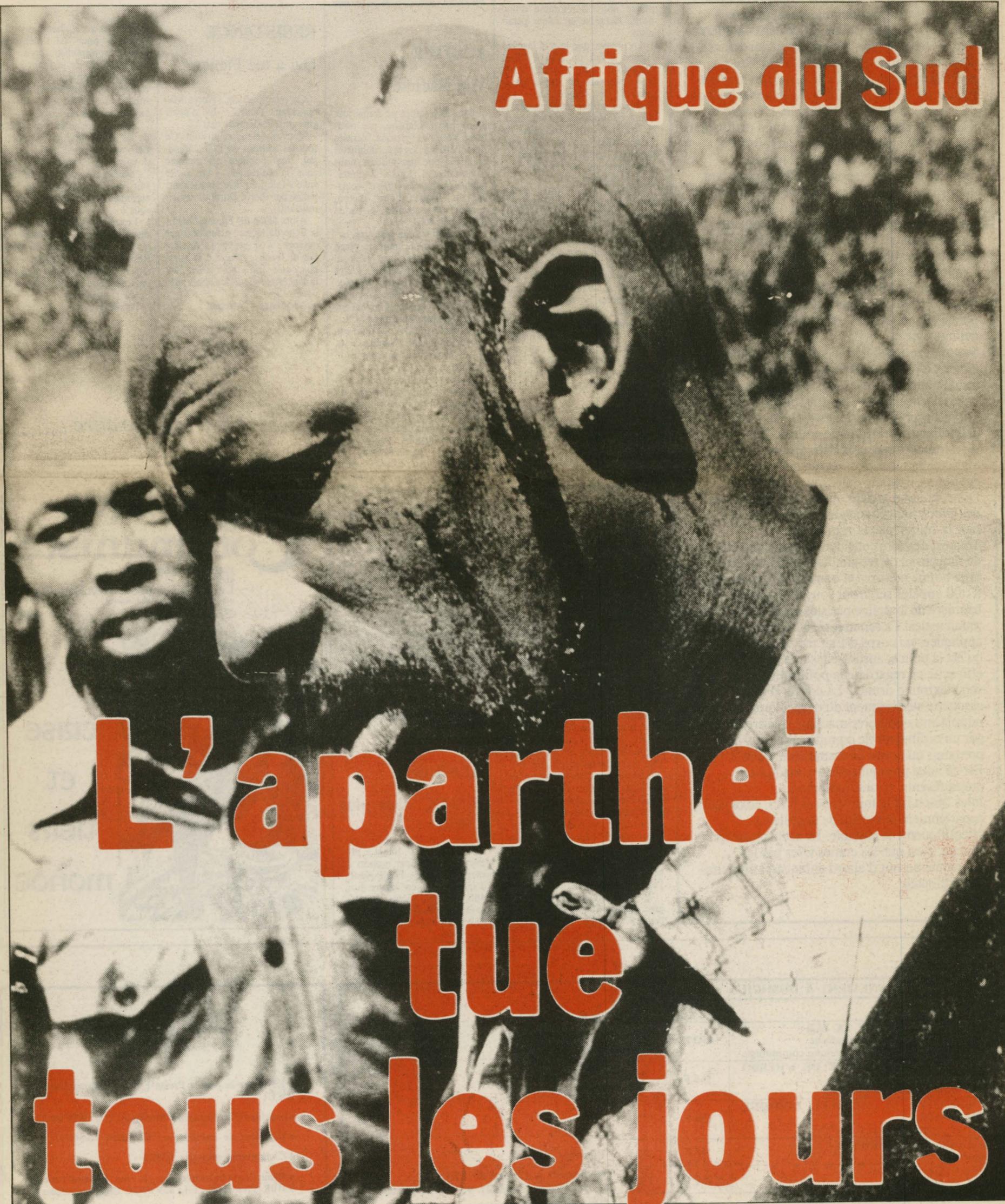
Les jeunes
n'ont pas
le droit aux vacances

p. 11

M 1578 N° 1168 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

12 au 18 juillet 1985



Afrique du Sud

**L'apartheid
tue
tous les jours**

L'ombre du grand inquisiteur

Par Jean Lantier

Il est des dossiers chers aux Etats forts, pour qui l'argent et la sollicitude ne manquent jamais. Le dossier police est de ceux-là. Pierre Joxe obtient pour elle un milliard par an sur cinq ans, dont 1 033 millions dès 1986. Ce bon argent visant à doter la police de moyens modernes sera trouvé dans la poche du cochon de payant qu'est le contribuable. Derrière se profile le grand inquisiteur, le grand ordinateur aux 60 000 noms du fichier « terrorisme ». Derrière apparaît crûment la fonction répressive, avec son cortège d'ilotiers matant jusque dans le fond des HLM le délinquant potentiel. Et le portrait robot de tout ce remue-ménage, c'est le jeune, délinquant, drogué, violent. C'est surtout l'immigré, suspect à priori de tous les larcins. Comme dit Pierre Joxe : « Près de la moitié des délits flagrants ont pour origine la drogue » à Paris. Et de constater l'inefficacité de la police en matière de petite et moyenne délinquance. Sécurité, répression, dit Joxe, moulé dans les lambris de la place Beauvau. Et ces valeurs fondamentales sont au-dessus des classes, et de la crise économique, pour le ministre des flics. « Que s'accroisse la richesse du pays, et la délinquance suit la même courbe. Que survienne la crise, et la délinquance n'en continue pas moins d'augmenter », explique-t-il même dans son projet de loi. Donc, comme la délinquance ne dépend pas des circonstances sociales et économiques, il faut la traiter par la répression. Tout est dès lors considéré comme une affaire de moyens et de rentabilité policière. Pour faire bonne mesure (et comme les gendarmes), 8 500 appelés serviront sous la glorieuse bannière de la police parisienne, et des polices municipales. La rentabilité, la modernisation, appliquées au corps d'Etat par excellence qu'est la police, auront-elles une quelconque efficacité en regard de la politisation croissante vers l'extrême droite ? La coiffer d'une casquette au détriment du désuet képi, remplacer la poussive machine à écrire Japy par un ordinateur de commissariat, est-ce la prémunir du grand fantasme sécuritaire ? Est-ce nous prémunir contre une police omniprésente et omnipotente ? Jules Moch fut le ministre des CRS. Joxe veut apparemment être celui de la police scientifiquement rentable. La seule chose qui change, c'est que les crânes visés par les matraques seront d'abord enregistrés en fiches sur ordinateur.

ESPAGNE

Vive le roi...

Jean-François Deniau, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien ambassadeur de France à Madrid, se livre dans le mal en point *Quotidien de Paris*, à l'apologie de Franco et l'après-franquisme, incarné, selon lui, par la remarquable personne royale nommée Juan Carlos.

« Franco, aidé par l'Opus Dei, en fait — qu'il l'ait souhaité ou non — préparé la voie à un autre régime par l'élévation du niveau de vie des années soixante », explique notre bonhomme d'une droite française au relent pétainiste.

La preuve, que le très fasciste Franco a fait du bien à l'Etat espagnol ? « Il y avait 72 % d'analphabètes au début de la guerre civile. Aujourd'hui, il y a un million de propriétaires d'autos à Madrid » Pas mal non, ce raccourci des bienfaits de Franco. Quel exploit... Le vieux fasciste a multiplié les permis de conduire et les automobiles... Un miracle fasciste, quoi...

Quant à Juan Carlos, quelle tête couronnée, pour Deniau extasié : « Pendant cette difficile période de transition, c'est le roi qui sait ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas et qui permet de progresser dans le sens qui lui a paru le seul souhaitable en le rendant possible. » ! Le journal de Dominique Jamet ne fournit pas de traduction à cette phrase qui se veut apologétique. Le principal, c'est l'apologie elle-même. « C'était aussi du courage », ajoute, ébloui, Deniau, que de légaliser le Parti communiste. Quel roi, croyez-vous, madame Michu...

Que n'avons-nous un roi pour assurer l'après-mitterrandisme. Rien que pour faire plaisir à Deniau...

GREGORY

Et toujours « le sang à la une... »

Le cérémonial des grandes affaires criminelles, les détails dégoulinant d'hémoglobine, les échos de l'enquête policière et les péripéties de la procédure judiciaire ont toujours fait vendre.

Des quotidiens ont bâti leur audience là-dessus et ce depuis plus d'un siècle. Cette presse, qu'on appelle « certaine » par dégoût hypocrite, est relayée par plus puissante qu'elle, la télé. Qui ignore quoi de cette affaire où les godillots des flics de la police judiciaire ont remplacé les rangs des gendarmes à la dérive...

En direct ou presque, l'arrestation sur le lieu de travail de l'un, en direct ou presque l'assassinat de l'autre, les gros plans sur la victime, sa mère, le curé ou l'épicière du village.

Et maintenant, Lambert, le juge, fait incarcérer la mère enceinte ? Re-gros plan sur la

dite-mère voilée de noir. Et, toujours dans la fétide fosse d'une certaine presse, au plus profond de la mare, *Libération* du 8 juillet. Le journal du révolutionnaire repent, Serge July, explique à ses lecteurs, ce qu'il advient d'un fœtus quand la mère fait la grève de la faim. Et dessus, photo obligée de la mère tentant de se soustraire à l'objectif violeur...

Nous ne savons pas qui a tué le petit Grégory. Nous savons qui en fait ses choux-gras. Sont-ils moins coupables que l'assassin ?

JUSTICE

Vive Badinter

Samedi 6 juillet est à marquer d'une pierre blanche, par nous tous, nous les piétons, écrasés potentiels par les automobilistes en furie, que par ailleurs nous sommes aussi. La loi Badinter, publiée au *Journal officiel*, socialise le risque d'être piéton, comme est socialisé le risque d'être malade.

Tout humanoïde pédestre, cyclopediste ou occupant la place du mort dans une voiture automobile, est susceptible d'être indemnisé à 100 % du préjudice subi, ce qui libère les tribunaux de plaideurs invétérés qu'étaient les compagnies d'assurances. Indemnisés les dégâts dus à un cas de force majeure (verglas), les dégâts causés par le voleur de votre bagnole, etc.

Du grand Badinter, quoi.

Vous n'imaginez peut-être pas la révolution qu'occasionne l'innocente loi en faveur des victimes d'accidents de la route, chez ces réactionnaires compagnies d'assurances. Les assureurs qui avaient un cactus dans la poche de l'indemnisation, les usagers de la prime d'assurance sont souffletés : si les 285 000 blessés de la route en 1984 avaient bénéficié de la loi, ils auraient payé. Dommage qu'elle ne soit pas rétroactive cette loi... Eh bien si. Cher Badinter ! Cette loi, cas rarissime, est rétroactive ! Elle est valable pour tous les accidents trois ans avant sa publication (6 juillet 1982).

Et, en prime (ouaf ouaf), cette loi Badinter, qu'on espère irréversible, n'occasionnera pas d'augmentation de primes. C'est pas un ministre de la Justice, ça ?

SALAIRES

Le SMIC n'est plus le SMIC

Le SMIC, au 1^{er} juillet a progressé de 1,96 % par rapport au taux d'avril 1985. Foudroyant... Ce qui donne, en salaire brut, 4 400,76 F par mois pour 169 heures ou plutôt 3 759 F net. 3 759 F par mois et encore. 90 %

des conventions collectives affichent un salaire minimal inférieur au montant du SMIC officiel. 75 % des mêmes conventions arrivent en deçà de ce montant pour les coefficients les plus bas et 10 % sont totalement couvertes, pour leur grille ouvrière, par le SMIC.

C'est dire le rôle du SMIC dans les négociations salariales, qui sert de base préférentiellement aux tarifs conventionnels. On comprend, dès lors, qu'un des objectifs patronaux soit la

destruction du SMIC, après que le CNPF, avec l'aide du gouvernement Mauroy, ait désindexé les salaires sur les prix.

Quant à la CGT, elle est si prompt à pourfendre le syndicalisme réformiste, elle revendique depuis peu le SMIC à 4 000 F net par mois, alors qu'elle demandait en juin 1982, lors de son dernier congrès, un SMIC à 4 600 F valeur janvier 1982. Pour elle aussi, le SMIC n'est plus le SMIC. Réalisme syndical oblige...

RESISTANCE

Qui a tué Fabien ?

Ça recommence... Après Manouchian, Fabien... Ils n'épargneront décidément rien ! ?

Vous n'y êtes pas du tout. Ce sont les éditions du PCF, *Messidor*, qui publient cet ouvrage dans la collection « La vérité vraie » (sic), au titre accrocheur, rédigé par Pierre Durand, ancien résistant.

Alors Qui a tué Fabien ? Selon la fiche de lecture affublée à cet ouvrage : « Si son livre n'apporte pas de réponse directe à la question posée : qui a tué Fabien ? au moins esquisse-t-il des pistes politiques... »

Accident ? Attentat ?... Y

avait-il des gens, chez nous ou à l'étranger pour qui l'idée d'un général communiste dans l'armée régulière de la France libérée était insupportable ? Ce procédé a valu bien des déboires à Mosco, auteur du film sur « les terroristes à la retraite ».

Fabien, exécutant un officier de la Kriegsmarine au métro Barbès, est donc l'objet d'un dossier non élucidé ? Une mine l'a déchiqueté, quand il se trouvait dans le bureau de son état-major... Du mystère là-dessous ?

Les éditions du PCF n'encouragent-elles pas cette opération qui vise à salir l'honneur de la Résistance en ouvrant, sans preuve, des affaires qui n'en sont pas, peut-être pas ? Après tout, c'était la guerre...

Persiflage...

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle

de la Ligue Communiste Révolutionnaire

(Section française de la IV^e Internationale)

no 43

Spécial 1985

35 F



CRISE
et
TIERS
monde

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie -----
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



PARTI SOCIALISTE

Derrière les querelles

L'arbitrage de l'Élysée a provisoirement mis un terme à la querelle Jospin-Fabius. Pourtant, les problèmes de fond qui se posent au Parti socialiste ne sont pas réglés. Ceux-ci risquent de prendre un caractère d'autant plus aigu que la succession de Mitterrand est, de fait, ouverte.

Y-a-t-il une querelle Jospin-Fabius ? A l'issue de la réunion de la plus haute instance du Parti socialiste, les 6 et 7 juillet, on peut se le demander. Il n'aura en effet fallu qu'un signe de l'hôte de l'Élysée, à l'occasion d'un voyage officiel en Languedoc-Roussillon, pour que la fièvre s'apaise, tous les protagonistes s'affirmant unis comme les doigts de la main.

A lui seul, le dénouement d'une affaire qui a occupé les médias durant deux semaines est déjà un révélateur du type de rapport établi entre la principale composante de la majorité et le pouvoir politique. François Mitterrand a tranché et les hiérarques socialistes se sont alignés, au moins pour le moment : au Premier ministre est attribué le rôle de « leader naturel de la majorité » ; au chef du PS revient la fonction d'« animateur de la campagne des législatives ».

Quel que soit le climat interne dans lequel se déroulera le congrès de Toulouse, les 11, 12, et 13 octobre prochains, la crise qui vient de se dérouler a mis à nu les trois grandes contradictions dans lesquelles se débat la social-démocratie. Compte tenu de la prédominance actuelle de cette dernière, celles-ci intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il n'est pas inutile de les examiner une à une.

Ancrage à gauche contre dérive centriste ?

Le problème des alliances est aujourd'hui posé par l'ensemble des courants du Parti socialiste. La rupture de l'Union de la gauche, le recentrage de la politique gouvernementale, les divisions de la droite mettent nécessairement en discussion une stratégie basée, depuis le congrès d'Epinay, en 1971, sur l'alliance PS-PC. A l'Élysée comme à Matignon, on mise aujourd'hui quasi ouvertement sur la

constitution d'un « front républicain » regroupé autour du discours modernisateur de Laurent Fabius. Après Lionel Jospin, Pierre Mauroy vient de s'en faire l'écho dans une tribune adressée au *Monde* du 6 juillet : « *Oui, je m'inquiète d'entendre certains socialistes (...) envisager des alliances à droite pour compenser la défection des communistes.* »

On aurait cependant tort d'en rester à l'image d'une opposition entre tenants de « l'ancrage à gauche » et représentants d'une dérive centriste. Toutes les composantes socialistes abordent en effet le congrès de Toulouse en ayant infléchi à droite leurs discours traditionnels.

Si Jospin, Poperen ou Mauroy s'affirment déterminés à « préserver l'identité socialiste », ils ne s'en déclarent pas moins partisans d'un compromis avec les représentants du grand capital. Il est ainsi significatif qu'aucune des contributions déposées dans le cadre de la préparation du congrès, au comité directeur des 11 et 12 mai, n'émette de réserves sur la politique d'austérité ou ne fasse référence à la « rupture avec le capitalisme ». Tout au plus, un Poperen plaide-t-il pour une répartition plus équitable des sacrifices dans le cadre de la « voie social-démocrate » qu'il appelle de ses vœux : « *A la condition de cet engagement commun, de ces concessions réciproques, des garanties qu'elles impliquent pour les uns et les autres, un effort harmonieux de toutes les forces vives de la nation pourrait être espéré, qui donnerait une chance pour une nouvelle croissance...* »

Même « l'aile gauche » du PS, le CERES, a abandonné ses références à l'Union de la gauche et au Projet socialiste. Sous la houlette du ministre de l'Éducation nationale, il prône à présent l'union des « forces du redressement contre les forces du déclin ». « *Dans les vingt années qui viennent, indique-t-il, la question décisive, la seule ligne de partage valable de la vie politique (...) consistera à savoir qui veut,*

qui ne veut pas, construire un centre de décision indépendant de notre continent. » La conclusion coule de source : il faut un vaste rassemblement, par delà les intérêts de classe et les objectifs de transformation sociale, de « tous les hommes de progrès (...) qui, sans faire leur la perspective du socialisme, sont prêts à travailler à un projet d'indépendance, de croissance et de démocratie sociale ».

Un Bad-Godesberg à la française ?

Le parti doit-il faire son Bad-Godesberg, comme l'y incite Michel Rocard ? Cette seconde question découle évidemment de la première. Et l'allusion au congrès qui, en 1959, vit la social-démocratie allemande abandonner sa référence à la lutte des classes et se donner pour objectif le dépassement de son influence ouvrière est particulièrement bien choisie. Car c'est à une telle solution, c'est-à-dire à la transformation du PS en une sorte de Parti démocrate à l'américaine, que conduit le projet de « Front républicain ».

La contribution des socialistes « transcourants » met de ce point de vue les « points sur les i ». Emanant d'hommes proches des centres de décision du pouvoir, elle a probablement reçu l'imprimatur de l'hôtel Matignon voire de l'Élysée. Les « transcourants » décrivent en ces termes l'organisation qu'ils appellent de leurs vœux : « *Le PS doit retrouver le sens de la communication avec toute la société française. Il ne peut plus fonder sa légitimité sur un quelconque monopole de représentation politique. Il doit, au contraire, être en mesure d'exprimer le mouvement de la société dans toute sa variété et pas seulement épouser les revendications de certains groupes sociaux ou catégories professionnelles.* »

L'appareil de la rue de Solferino s'oppose vigoureusement à une telle évolution. Car il craint surtout qu'un glissement à droite aussi affirmé ne l'empêche de profiter pleinement de la crise du PCF. « *Une condition commande toute le reste, explique par exemple Poperen, que nous soyons un recours pour ceux que Marchais désespère.* »

Il reste que les dirigeants mitterrandistes oublient à la faveur de leurs diatribes « classistes » que les thèses des « transcourants » ne sont pas sans évoquer celles — plus anciennes — de leur propre inspirateur. C'est Mitterrand qui, tirant le bilan du putsch gaulliste et

jetant les bases du projet qui devait, vingt-trois ans plus tard, le conduire à la présidence de la République, écrivait en 1959 : « *L'histoire des démocraties populaires montre à l'évidence comment l'association au pouvoir du Parti communiste et d'une poussière de formations démocratiques, voue ces dernières à l'anéantissement. De la création d'un rassemblement des forces socialistes et républicaines fortement structuré dépend l'équilibre futur de la démocratie.* »

A l'évidence, ce débat ne peut qu'en avoir un autre, celui qui concerne les rapports du PS avec des institutions qui relèguent les partis majoritaires au rôle d'instruments sans pouvoir de la volonté des gouvernants. Dans son article déjà cité du *Monde*, Mauroy croit d'ailleurs nécessaire de revenir sur ce problème décidément épineux : « *Les partis de gauche ne se sont pas suffisamment préoccupés de ce que signifiait pour eux la pratique institutionnelle de la V^e République.* »

Objectif... 1988 ?

Tout cela constitue la toile de fond sur laquelle vont se dérouler les débats de la social-démocratie. Ceux-ci risquent de prendre un caractère d'autant plus explosif que la prochaine présidentielle dicte, dès à présent, la conduite de la plupart des leaders du parti et que le scrutin proportionnel peut accélérer les tendances centrifuges. C'est de cette manière que se traduit la complète soumission de ce type de formation au jeu politique bourgeois. Rocard a déjà fait publiquement acte de candidature tandis que Mauroy, Fabius et Chevènement ne contiennent qu'à grand peine leurs ambitions.

Il ne fait, à cet égard, aucun doute que le récent coup d'éclat de Jospin visait également à bloquer l'ouverture de la succession de Mitterrand. Ce que le premier secrétaire vient implicitement d'admettre : « *François Mitterrand est encore le meilleur candidat pour 1988. C'est le meilleur présidentiable que nous puissions avoir.* »

Confronté à tous ces écueils, la direction du PS va devoir naviguer au plus juste. Mais il est d'ores et déjà certain que ses querelles internes, quelle que soit leur incidence sur le paysage politique, ne contribueront guère à restaurer son crédit dans l'opinion ouvrière.

Christian Picquet

LA PAROLE A JEAN-PIERRE GARNIER ET LOUIS JANOVER

Du socialisme radical au radical-socialisme

Au-delà du débat initié par la querelle Jospin-Fabius, le congrès de Toulouse du PS est marqué par l'infléchissement à droite du discours de tous les courants socialistes. Le CERES, jadis considéré comme l'aile gauche du parti, n'est pas en reste. Ses dirigeants relativisent aujourd'hui l'objectif du socialisme au profit d'une « République moderne » construite autour de trois objectifs : « L'indépendance nationale, la croissance économique, la démocratie sociale ». Tel est en effet le thème de la contribution qu'ils ont déposée au comité directeur. Jean-Pierre Garnier, professeur à l'École spéciale d'architecture et Louis Janover, écrivain, nous ont adressé une réponse aux nouvelles thèses du courant Chevènement. Jusqu'à une date récente, Jean-Pierre Garnier collaborait à « Enjeu », la revue animée par le CERES.

Après la gauche américaine, la gauche républicaine ! La « deuxième gauche » voit maintenant devant elle se dresser sur ses ergots une troisième gauche nationale universelle du socialisme »

(Projet socialiste), mais de se placer « sous le signe de l'approfondissement des idéaux républicains ». Tel est du moins l'appel claironnant lancé par le CERES à tous ceux qui, à gauche comme à

depuis peu pour ne pas avoir confondu instruction et éducation, n'a pas été seulement l'artisan de la « grande œuvre scolaire ». Outre la part qu'il a prise dans la grande œuvre colonialiste — la fameuse mission civilisatrice de la France — il compte parmi ceux qui ont applaudi sans réserves à l'écrasement de la Commune. « Entre 1869 et 1885, Messieurs, une seule chose est survenue, la République ! » devait-il déclarer plus tard à l'opposition royaliste. Façon expéditive de passer à la trappe, ou au compte des profits capitalistes et des pertes du mouvement ouvrier français, les 35 000 cadavres des communards. Et que dire de Clémenceau, briseur de grèves et fusilleur pour l'exemple, qui a droit lui aussi au panégyrique ému des nostalgiques du républicanisme rétro ?

Aussi est-il quelque peu risible de déplorer l'amnésie historique dont les Français seraient atteints et l'ignorance du passé entretenue par cer-

Republique en sont donc venus à taire pudiquement les bavures qui ont jalonné son histoire. Serait-ce que l'histoire qu'ils rêvent de faire risque de ne pas être elle-même exempte de bavures ? D'autant que si « le capitalisme fait de moins en moins bon ménage avec la démocratie », ainsi que les auteurs du *Projet socialiste* croyaient nous l'apprendre, on voit mal comment celle-ci pourrait faire bon ménage avec la République qui, pour être « moderne », n'en resterait pas moins capitaliste.

Le national-ringarisme ?

Faut-il inscrire dans le « prolongement des valeurs républicaines » où la gauche gouvernante prétend inscrire son action future, les entorses récentes au droit d'asile, sous couvert de lutte contre le terrorisme, la banalisation du délit de faciès, sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine, l'exécution par le peloton du GIGN des meneurs indépendantistes en

Nouvelle-Calédonie, sous couvert de « neutralisation » des extrémistes, les interventions policières répétées contre les travailleurs que l'on voue à la « nouvelle pauvreté », sous couvert de modernisation...

A cet égard, on distingue mal en quoi l'union sacrée contre la mainmise étrangère sur l'économie mondiale serait moins préjudiciable à la démocratie que l'ouverture à tous vents aux flux du marché mondial. Bien que leurs frontières soient de véritables passoires en ce domaine, la Suisse, la Hollande, le Canada ou même l'Angleterre de la Dame de fer restent jusqu'à plus ample information des pays où les libertés ne semblent ni plus ni moins menacées qu'en France. En revanche, la résistance chauvine aux impérialismes venus d'ailleurs peut facilement servir de prétexte à une bourgeoisie nationale pour réprimer toute velléité de résistance populaire à sa domination. Combien de fois, en effet, l'intérêt supérieur de la France, en métropole comme dans les chasses gardées

d'outre-mer, n'a-t-il pas été invoqué pour faire litière des droits démocratiques et faire le lit de politiques autoritaires ? Au nom de la nécessaire solidarité patriotique face à la concurrence internationale, les travailleurs devront-ils une fois encore se serrer la ceinture et serrer les coudes avec leurs employeurs, sous peine d'être rejetés comme naguère dans « l'anti-France » ? Aussi âpre soit-elle, cependant, la guerre économique entre Etats capitalistes n'exclut pas de fructueuses collaborations. Notamment quand il faut mettre à raison les empêchements d'exploiter en rond.

On pourra s'étonner, dans ces conditions, que les socialistes des années quatre-vingt aient cru trouver dans la III^e République « une source inépuisable d'inspiration ». A vrai dire, ce retour frileux à une tradition ringarde prouve surtout leur essoufflement. Si l'on n'arrête pas le progrès, comme dit le proverbe, force est de constater que les progressistes français ont, depuis un certain temps, arrêté leur progression.

Didier Motchane et Georges Sarre, deux dirigeants du CERES, à un comité directeur du PS.



liste soucieuse de rassembler sous ses ailes tricolores les différentes familles politiques du poulailler hexagonal. Le choix serait désormais des plus simples : « se coucher » pour servir de marche-pied à la « normalisation mondiale », sous l'égide de l'aigle à deux têtes nippon-américain, ou se vautrer dans notre pré-carré pour défendre becs et ongles l'indépendance de la France contre les grands prédateurs venus de l'extérieur. Et le socialisme dans cette nouvelle surenchère entre les gauches ? Resté longtemps à l'état de « projet » controversé, il est aujourd'hui l'objet d'un rejet unanime. L'heure n'est plus, en effet, à la construction d'un « socialisme à la française », mais à la consolidation d'un capitalisme authentiquement français.

Il n'est plus question, pour le pays, de « transformer ses structures pour porter haut et loin en Europe le message

droite, veulent résister et défendre l'indépendance nationale et la démocratie. Ce front national se veut résolument « moderne » comme la République qu'il défend. La recette ? Faire du Parti socialiste ce que le Parti radical a été à la III^e République. Comme quoi il est possible d'entrer dans la modernité à reculons. Reste à savoir si c'est la bonne manière d'avancer vers plus de démocratie. Référence dorénavant obligée, la III^e République est là pour nous en faire douter.

Pour la République sans le socialisme

Chacun sait, bien qu'il soit maintenant de bon ton de feindre de l'ignorer, que la majeure partie des pères fondateurs de la III^e République ont été en premier lieu les fossoyeurs de la « République sociale ». Jules Ferry, par exemple, si souvent célébré

tains idéologues transnationaux. Nos « nouveaux radicaux », si soucieux de rappeler l'idéal républicain au bon souvenir des Français, ne s'emploient-ils pas eux-mêmes à faire oublier à ces derniers ce que la réalisation de cet idéal a pu avoir d'antithétique avec la démocratie ? Dans leur glorification outrancière des grands ancêtres, toute allusion au caractère de classe de la République qu'ils prennent aujourd'hui pour modèle est soigneusement gommée. Foin de la langue de bois marxiste dont ils avaient fait longtemps leur délice. Place à la bonne vieille logorrhée républicaine : ils n'ont plus à la bouche que les mots nation, Etat, citoyen, comme si la bourgeoisie n'avait jamais existé. Si « mémoire courte » il y a, ce n'est pas toujours celle que l'on croit.

A l'instar de la droite, ces héritiers présomptifs — et présomptueux — de la III^e

PCI

Petits desseins et grandes manœuvres

Depuis l'expulsion de l'un de ses principaux dirigeants, Stéphane Just et de plusieurs centaines de militants, le Parti communiste internationaliste connaît aujourd'hui une grave crise. Les dernières échéances viennent de le démontrer.

Le PCI s'était fixé l'objectif de créer en novembre 1985 un Parti des travailleurs. Dans ce but, il avait lancé dans plusieurs villes des sections d'un Mouvement pour le parti des travailleurs. Cet ambitieux projet n'a pu voir le jour. En effet, les quatre dernières initiatives de ce parti ont toutes plus ou moins échoué.

Ce fut d'abord la tentative de scission de la FEN et la création de toutes pièces d'un syndicat FO avec quelques anticommunistes notoires. Or le résultat obtenu par FO lors des dernières élections professionnelles a été en deçà des espoirs et aujourd'hui, le PCI est obligé d'opérer un retour partiel dans le SNES.

Lors des élections cantonales, le PCI s'est efforcé de créer un large courant national autour de candidatures du Parti des travailleurs, mais malgré quelques résultats appréciables dans quelques localités, les scores obtenus ne dépassèrent pas la moyenne

habituelle de l'extrême gauche.

La troisième étape devait être l'organisation à Paris d'une grande marche des travailleurs qui, « avec leurs femmes et leurs enfants » (sic !) devaient répondre à l'appel du sidérurgiste Brioso. Tout le Mouvement pour le parti des travailleurs était mobilisé, mais ils ne furent guère que 2 400 à répondre à l'appel. Une Mutualité pleine et rien d'autre.

Enfin, le meeting Pologne organisé en grande pompe avec Bergeron ne rassembla à Paris qu'un millier de personnes. Comment, dès lors, expliquer cette perte de capacité de mobilisation d'une organisation pourtant experte en la matière ? La fameuse méthode « objectifs-résultats » n'est visiblement plus au point.

Les difficultés de la situation politique expliquent sans doute en partie ces limites, mais pourquoi persister alors dans des objectifs qui n'y correspondent pas ? L'expli-

cation de ces échecs doit être recherchée dans la politique même du PCI et sa façon d'envisager le Parti des travailleurs. Cet objectif n'est pas en soi faux. La LCR essaie également de participer aux recompositions en cours au sein du mouvement ouvrier, en développant la bataille pour une alternative anticapitaliste. Mais un vrai parti des travailleurs ne pourra se construire qu'en liaison avec les processus réels de recomposition du mouvement ouvrier et certainement pas à travers des manœuvres d'appareil dans un cadre sectaire, manipulateur et antidémocratique où toutes discussions dans le PCI se soldent par des exclusions.

Un vrai parti des travailleurs doit notamment être indépendant de la bourgeoisie et des directions réformistes. Quelle signification peut dès lors avoir la collaboration totale avec des secteurs de l'appareil FO et certaines de ses projections dans le PS ?

Il est désormais évident que la direction du PCI est entraînée dans un cours qui subordonne son organisation, ses militants aux basques de la direction de FO et cela ne va pas sans heurts ni contradictions : *Informations ouvrières* restera-t-il l'organe du PCI si le Parti des travailleurs

LA DROITE FACE A SON AVENIR (3)

1986 dans le désordre

Divisée sur des points importants de leur programme de revanche sociale, en proie à des rivalités internes croissantes, la droite aborde la dernière ligne droite de 1986 dans un climat d'incertitude. Au point que certains s'interrogent : « L'opposition veut-elle vraiment gagner les élections ? »

A huit mois des élections législatives, la droite se trouve à la croisée des chemins. Bien que l'avance que lui accordent les sondages demeure confortable, elle doit tout à la fois redéfinir son programme de gouvernement et se doter du dispositif organisationnel apte à permettre sa mise en œuvre. En cette période de crise, ce qui dicte en effet l'orientation des possédants, c'est la volonté de remettre en cause brutalement de grandes conquêtes sociales datant de la Libération voire même du Front populaire. C'est ce que traduit parfaitement le secrétaire général du RPR, Jacques Toubon : « La vraie priorité, c'est d'engager immédiatement l'inversion du processus de socialisation progressive de la France en marche depuis quarante ans. Quarante ans, ça suffit ! »

La tâche n'a rien d'aisé. Car elle implique une épreuve de force sociale sans commune mesure avec celles qui ont jusqu'alors permis à la classe dominante de porter des coups sévères à la condi-

tion ouvrière. Les états-majors réactionnaires se divisent donc sur pratiquement toutes les questions.

Réponses divergentes

Sur le programme d'abord, on voit Jacques Chirac, tenant d'un libéralisme musclé, s'opposer à Raymond Barre, partisan d'une attaque plus graduelle contre le monde du travail (voir *Rouge* du 13 juin). Dans *l'Express* du 31 mai, interrogé sur le point de savoir si les Français étaient « prêts à une cure de libéralisme », l'ancien Premier ministre répondait : « Je suis relativement optimiste sur ce point, à condition que nous évitions de tomber dans l'ultra-libéralisme (...) Tâchons d'adopter une gestion qui s'inspire de la conception de l'économie sociale du marché fondée sur l'acceptation de la concurrence intérieure et internationale et respectueuse de l'esprit de solidarité nationale. »

Mais les divisions portent également sur la structuration politique du camp bourgeois

(voir *Rouge* du 20 juin). Cette dernière porte la marque de la période passée et empêche la droite d'organiser durablement des secteurs sociaux dépassant son implantation traditionnelle. Dans sa dernière étude annuelle, la SOFRES peut ainsi parler de la « difficulté des partis d'opposition à susciter l'adhésion ». Les leaders conservateurs apportent à ce problème des réponses opposées. Chirac entend préserver ce qui constitue son principal avantage sur ses rivaux : l'existence d'un appareil structuré, capable de lui permettre d'occuper la première place au Parlement après 1986. Barre, au contraire, mise sur son image personnelle pour récompo-

ser, à la faveur de la prochaine présidentielle, le paysage politique autour d'un grand parti libéral et conservateur dont il serait l'inspirateur. C'est dans ce contexte que se développe une véritable guerre de position entre les trois champions de la réaction.

La guerre des trois

L'action de Giscard semble déterminée par une unique considération : reprendre pied dans l'opinion et retrouver une crédibilité détruite par son échec de 1981. A la tête d'une UDF plus divisée que jamais, il axe sa stratégie de communication sur le thème de l'union de l'opposition. Tel fut le principal ob-

jectif de la Convention libérale du mois dernier, quand il réunit sous sa houlette, chiraquiens et barristes. Toutefois, ces tentatives sont jusqu'à présent demeurées vaines et l'ancien président a vu la plus grande partie de ses troupes se tourner vers Barre. Une situation qui exacerbe bien des ambitions au sein de la mouvance giscardienne, à commencer par celle de François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui déploie un fantastique effort médiatique pour devenir le quatrième cavalier de l'opposition.

Si le président du RPR se présente, lui aussi, comme un fervent partisan de l'union, c'est pour mieux imposer à

ses partenaires la puissance de mobilisation de la machine gaulliste. Dans la perspective d'une ample victoire l'an prochain, il pourrait alors se retrouver en position dominante et aborder, dans les meilleures conditions, la course à l'Elysée. Reste qu'il doit naviguer entre de dangereux écueils. Une partie de leur base étant polarisée par le Front national, les chiraquiens ont dû radicaliser leur programme à un point tel, que les différences avec Le Pen paraissent, désormais, minimes. Dans le même temps, ils cherchent à doter leur mouvement d'une image responsable et légaliste. Cela les conduit à accepter la perspective d'une cohabitation avec François Mitterrand, après 1986. Mais l'équilibre est si difficile à tenir que Chirac oscille en permanence entre les deux pôles de son discours, entamant du même coup son crédit politique.

Devant les difficultés de ses alliés, Barre se retrouve, dès lors, dans une relative position de force. Ne disposant pas d'un véritable appareil partisan, le député du Rhône a su trouver dans la réforme du mode de scrutin, la parade au piège dans lequel une alliance RPR-UDF menaçait de l'enfermer. Dans une série de départements, il accordera ses propres investitures pour 1986. Le pari est habile. Si les législatives débouchent sur une majorité de droite, telle que le chef de l'Etat soit contraint d'abandonner son mandat, il sortira de cette échéance avec des relais dans l'ensemble de l'Hexagone, condition décisive pour postuler à la magistrature suprême. Si tel n'est pas le cas, il disposera à l'Assemblée d'une minorité de blocage susceptible d'empêcher le RPR et l'UDF de s'engager dans la cohabitation.

Dans cette dernière hypothèse, ses intérêts propres conjugués avec son analyse des difficultés qu'éprouverait alors la réaction pour mettre en œuvre son programme anti-ouvrier, semblent conduire le « meilleur économiste de France » à jouer la crise institutionnelle au risque de faire le jeu des socialistes. Dans l'interview déjà mentionnée à *l'Express*, il indique très clairement : « Si je suis réélu en 1986 à l'Assemblée nationale, je ne voterai pas la confiance à un gouvernement qui serait formé dans des conditions institutionnelles que je réprouve ».

A l'évidence, il y a là de quoi plonger les droites dans un abîme de perplexité. Le 10 juin dernier, l'hebdomadaire économique, *la Vie française* s'interrogeait en ces termes : « Au fond, l'opposition veut-elle vraiment gagner en 1986 ? »

Christian Picquet



est proclamé ? Et que deviendrait dans ce cas le PCI, si ce n'est une fraction d'un parti dirigé par des bureaucrates réformistes ?

Il faut reconnaître que le principal dirigeant du PCI, Pierre Lambert, est en train de préparer le terrain, sinon comment comprendre ces « Journées d'études sur la démocratie » où Cambadélis, dirigeant du PCI et ex-président de l'UNEF, côtoyait le traditionnel Hébert, vieux complice de toutes les opérations de Lambert en Loire-Atlantique et artisan aux municipales de Nantes d'une liste de collaboration de classes dont le seul thème était l'anticommunisme. A ces « Journées d'études », Bergeron avait envoyé pour la première fois un de ses disciples : Roger Sandri qui a pu défendre en long et en large la démocratie, la République, la laïcité de l'Etat, bref... toutes les valeurs de la franc-maçonnerie. Ainsi et à marche forcée, la direction du PCI paraît s'être intégrée à une opération social-démocrate de grande envergure. Face à une telle politique dont les racines sont anciennes, les dissidents du PCI

menés par Stéphane Just n'apportent guère de réponses. Ils reproduisent malheureusement tous les mécanismes de mini-appareil appris chez Lambert. A son tour, Just vient d'exclure une charrette d'opposants interdisant la formalisation de toute tendance. Un groupe de travailleurs des PTT et de la Sécurité sociale vient d'en faire les frais.

De telles pratiques ternissent l'image d'un parti des travailleurs unitaire, démocratique, totalement opposé à la politique stalinienne ou social-démocrate. Le regroupement pour une alternative anticapitaliste auquel nous participons s'adresse sans exclusive à tous les travailleurs qui cherchent une autre voie que celle proposée par le PCF ou le PS et qui en ont assez des pratiques bureaucratiques de ces appareils. Dans cette bataille unitaire de longue haleine, nous sommes certains de retrouver des militants du PCI ou des travailleurs qui, regroupés aujourd'hui dans le Mouvement pour un parti des travailleurs, pensent sincèrement qu'il s'agit là d'un cadre unitaire. Nous sommes prêts à travailler avec eux sans manipulation ni sectarisme.

François Ollivier

Construire une force anticapitaliste

Les initiatives se multiplient

Il faut faire entendre une autre voix que celle de la gauche qui ne peut afficher qu'un bilan de faillite. Cette idée fait son chemin. Dans de nombreux endroits, des appels circulent pour réunir les militants, les personnes qui se situent dans cette perspective. Cette semaine, nous publions à titre d'exemple, deux appels et le compte-rendu d'une réunion à Montpellier qui a regroupé des militants à gauche de la gauche. Les initiatives se multiplient...

GARD

Dans le Gard, un texte circule à l'initiative du PSU et de la LCR. Il a pour fonction de rassembler tous ceux qui, sur cette base, seraient d'accord pour constituer un collectif unitaire. Une première réunion est prévue en septembre.

Quatre ans après l'arrivée au pouvoir de la gauche parlementaire et à un an des élections de 1986, la situation du mouvement ouvrier français est inquiétante. Face à une droite et à une extrême droite qui rêvent de liquider quarante ans d'acquis sociaux, celle-ci, au lieu de tenir ses engagements en les imposant par la loi et les mobilisations, a multiplié les concessions au CNPF au nom du prétendu réalisme gestionnaire.

Nous sommes aujourd'hui des dizaines de milliers de militants politiques, associatifs, syndicaux à faire ce constat et à repousser l'impuissance et la démobilisation. Par delà les trajectoires des uns et des autres, par delà nos différences et nos divergences, nous avons une volonté commune : construire une alternative cohérente et crédible dans ce pays.

Nous n'avons pas de réponses toutes faites, mais nous avons des questions précises

◊ Il n'y a pas d'issue à la crise

favorable aux travailleurs dans le cadre du système capitaliste. Mais comment engager concrètement la rupture avec celui-ci ?

◊ Face aux dérives droitières et aux divisions des directions confédérales, comment lutter aujourd'hui pour un syndicalisme unitaire défendant les revendications essentielles des travailleurs ?

◊ La France est devenue un pays multiracial et multiculturel. Comment vaincre le racisme ? Quelle intégration pour les immigrés ?

◊ Après cinquante ans de dictatures bureaucratiques, pour quel socialisme combattons-nous ?

◊ Comment défendre le droit à l'autodétermination des colonies ? Quel soutien au Nicaragua ? Quel rapport entre les pays riches et le tiers monde ?

◊ Face à la prétendue décentralisation et à la caricature de proportionnelle électorale du gouvernement, quelle démocratie politique sur le plan local, régional, national ?

◊ Comment lutter contre les menaces de guerre et contre la destruction des ressources naturelles ?

Aujourd'hui, seul un cadre commun de réflexion et d'intervention peut nous permettre d'avancer des réponses programmatiques à ces différentes questions dont la liste n'est pas limitative. Construisons le tous ensemble pour faire entendre notre voix dans les luttes d'aujourd'hui et les élections de demain.

Ligue communiste révolutionnaire
Section de Nîmes-Bagnols et Alès
Parti socialiste unifié
Fédération du Gard

LE MANS

Une rencontre « Alternative 86 » s'est tenue au Mans le 24 juin, avec la participation de Félix Guattari et Gabriel Cohn-Bendit. Cette réunion, appelée par la LCR, le PCML et le PSU, a regroupé une cinquantaine de militants, syndicalistes ouvriers et enseignants.

Le débat a porté sur la situation et sur ce qu'il est possible de faire. En particulier par rapport à 1986,

même si de nombreuses réticences ont été manifestées par certains à l'égard de toute intervention électorale. Les camarades de la LCR, pour leur part, ont insisté sur le caractère incontournable de l'échéance de 1986 et sur la nécessité de construire une alternative.

Au terme de la réunion, plusieurs commissions de travail ont été constituées, afin de poursuivre la réflexion collective et préparer la rentrée.

MONTPELLIER

La LCR organisait le dimanche 16 juin un stage de travail pour faire le point sur « Alternative 86 ». Une quarantaine de personnes ont participé aux débats de la journée ; le PCML et les Verts étaient représentés.

La matinée a essentiellement porté sur les fondements politiques de la démarche « Alternative » : l'analyse de la situation politique et sociale, la plus difficile que nous connaissions depuis longtemps, mais aussi le bilan de tous les courants « critiques » de la gauche (mouvements politiques et sociaux) et la redéfinition probable d'un champ politique français après 1986, autant d'éléments qui poussent la LCR à considérer aujourd'hui comme prioritaire un travail patient et continu en faveur de l'émergence d'une force politique à « gauche de la gauche ».

De ce point de vue, les législatives de 1986, sans être le but ultime de la démarche, n'en constituent pas moins une échéance politique majeure pour « tester » les possibilités de travail en commun, toute une série de forces qui ont, à de nombreuses occasions, lutté en commun contre le racisme, contre l'armement nucléaire, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A cette occasion, un bilan rapide a été fait des contacts en cours au niveau national et local.

A partir de cette analyse largement partagée, le débat s'est croisé autour des orientations pratiques de construction de cette alternative : place et constitution de sa plate-forme (le PCML relativisant fortement la nécessité de se doter d'une plate-forme de discussion préalable, y voyant le danger de figer les débats), rapport avec les oppositions dans les partis de gauche.

L'après-midi a été consacré à un travail de défrichage sur le contenu de l'alternative pour la LCR. Le point de départ est notre analyse de la crise comme une crise de surproduction du capital rognant les profits et obligeant la bourgeoisie à



délaisser les modes de régulation sociale hérités des « Trente Glorieuses », au bénéfice d'attaques frontales contre la classe ouvrière (remise en cause des acquis, de la protection sociale, destruction des collectifs ouvriers au travers des restructurations, précarisation des statuts, etc.) A partir de là, quelles sont les revendications susceptibles de tracer les axes d'une sortie de la crise, substituant à la logique du profit, celle de la satisfaction des besoins sociaux.

Il n'est pas possible de résumer ce débat qui a suivi, tant étaient multiples les thèmes abordés : notons

quelques points particulièrement débattus :

— les Verts ont une approche un peu divergente de la crise et insistent sur le caractère décisif de la « dépendance » comme élément explicatif de la crise. A ce titre « l'autonomie » à tous les niveaux (personnel, local, national) leur paraît être l'axe central, au niveau politique et économique, autour duquel devrait se cristalliser l'alternative.

— a également été évoquée la place essentielle des questions de démocratie politique, comme partie constitutive d'une réponse à la crise et donc de l'alternative.

Le stage a ainsi été l'occasion de faire utilement le point sur la démarche engagée et son contenu. Les contacts se poursuivront entre toutes ces composantes : la LCR, avec d'autres (PCML, occitanistes) souhaite qu'une première initiative publique soit prise en octobre, sous la forme d'une « fête des vendanges » au cours de laquelle des forums de discussion permettraient de discuter d'alternative à une échelle plus large.

Extrait de la Brèche
Bulletin d'information
de la section LCR
de Montpellier

MARSEILLE

Le pari a été gagné

Le rassemblement-fête du 29 juin à Marseille est pour de nombreux participants un point de non retour dans l'affirmation d'un courant massif antiraciste et antifasciste à Marseille. Le pari a été gagné. On pense déjà aux prochaines initiatives.

Montrer qu'à Marseille les antiracistes sont les plus nombreux : tel est le pari des organisateurs du rassemblement-fête du 29 juin. Il a été tenu. Quatre mille personnes rassemblées, contre le racisme et le fascisme, c'est plus que ce qu'a fait Le Pen,

lors de ses deux derniers meetings du printemps, dans le même lieu. « La salle Valadier a bien été lavée. » L'événement est à la hauteur de la situation marseillaise. Parce qu'après les 26 % du Front national aux cantonales, après les dizaines de crimes



GAGNY

Manifestation contre un flic flingueur

Après l'agression de trois jeunes immigrés — deux d'entre eux ont été blessés par balle — par un flic en civil (voir *Rouge* de la semaine dernière), une manifestation de riposte unitaire a eu lieu samedi 5 juillet à Gagny à l'appel des familles des victimes, soutenues par le MRAP, le PCF, la LCR. Elle a regroupé cinq cents personnes.

Aux cris « d'inculpation du policier flingueur », « égalité des droits », la manifestation a parcouru les rues de la ville. Les manifestants défilèrent notamment devant le commissariat de police fermé, à l'intérieur duquel se trouvaient une trentaine de policiers appelés en renfort, avant de se disperser devant la mairie.

Les organisateurs ont appelé à une réunion pour la constitution d'un collectif de lutte contre le racisme. La vigilance est de rigueur pendant l'été. Il est tout à fait possible en effet que le procès du flic flingueur se tienne pendant les vacances. On en reparlera.

racistes, la riposte se devait d'être de grande ampleur. Une soixantaine d'associations et d'organisations appelaient et soutenaient, en définitive, le rassemblement.

Celui-ci a pris d'ailleurs des allures de marathon. Il dura plus de dix heures. Il se terminait à une heure du matin après le concert de Rachid Bahri et de Djamel Allam, le passage du groupe de rock Quartier Nord, et de bien d'autres encore...

Le meeting dans la soirée avait été un temps fort. Haut en couleurs et en symboles. Une jeune lycéenne marseillaise d'origine algérienne et un jeune d'origine française prirent en effet la parole au nom des organisateurs du rassemblement. Ils donnaient l'image de la jeunesse marseillaise d'aujourd'hui avec sa diversité, son envie de vivre

ensemble, son engagement dans le combat pour la tolérance et l'enrichissement mutuel. Ils symbolisaient enfin la volonté des organisateurs d'enraciner un mouvement d'avenir. Dénonçant le climat entretenu par les forces d'extrême droite encouragées par la droite, ils réclamèrent avec force une politique différente pour les immigrés, en ce qui concerne le regroupement familial, le logement, l'égalité des droits.

Le rassemblement était aussi le résultat d'une campagne de longue haleine : 80 000 tracts furent diffusés, 8 000 affiches collées, 3 000 bons de soutien vendus à l'avance. Des dizaines de militants de tous horizons s'étaient engagés sans réserve. Tous les quartiers, tous les milieux avaient été touchés. Des centaines de tra-

vailleurs signèrent dans leur entreprise des appels au rassemblement. Preuve a ainsi été faite qu'il est possible — et nécessaire — quelles que soient les divergences de se retrouver ensemble pour reprendre l'offensive contre les racistes.

Beaucoup pensent maintenant qu'il est impossible de revenir en arrière : la force qui s'est affirmée le 29 juin doit se développer encore, dans l'unité, permettre d'aller toujours plus loin dans l'affirmation d'un courant antiraciste, antifasciste, massif à Marseille.

A la suite du bilan très

positif tiré par les organisateurs, les idées commencent déjà à fuser pour l'année prochaine. Tenir le congrès constitutif d'un collectif unitaire permanent par exemple ; on aimerait aussi renouer avec la tradition des fêtes antiracistes. Bref ! L'heure est aux propositions d'avenir. Tout cela manifeste une volonté commune d'avancer ensemble. Les apprentis fascistes et autres parasites racistes vont avoir la vie dure.

Jean Panato



STRASBOURG

Un raciste en procès

Ancien d'Ordre nouveau, candidat aux cantonales d'Alsace Renouveau, membre aujourd'hui du Front national, belle continuité pour un raciste condamné à Strasbourg, soutenu lors de sa dernière campagne par un certain nombre de notables de la droite traditionnelle.

Le tribunal correctionnel de Strasbourg vient de condamner Robert Spieler, candidat d'Alsace Renouveau aux élections cantonales du printemps dernier pour « incitation à la haine et à la discrimination raciale ». Il faut dire que cet ancien de l'organisation fasciste Ordre nouveau des années soixante-dix n'y était pas allé avec le dos de la cuiller dans sa propagande

électorale, jugeant les Maghrébins ou les Turcs « plus gênants que les Portugais ».

Alsace Renouveau demandait entre autres choses de distinguer systématiquement les immigrés originaires d'Europe des autres qui ne peuvent être assimilés, de donner la priorité d'embauche aux Européens, estimant que « notre existence », même en tant qu'Alsacien, Français,

Européen « était menacée pour la première fois de notre histoire ». Cette propagande ouvertement raciste n'avait pas empêché un certain nombre de notables de la droite traditionnelle de soutenir ou d'entretenir de bonnes relations avec Alsace Renouveau, membre des Fédérations pour l'avenir et le renouveau (FAR).

Aujourd'hui, Spieler est au Front national. Il a adhéré juste quelques jours avant son procès. Un hasard, sans doute. Parmi ses témoins, une belle brochette de personnalités de l'extrême droite locale et nationale : le pasteur Paul Rigal, ex-membre de l'OAS, Jean-Yves Legallan... Ses défenseurs, Martin Feuerdach et M^c de Malleville, s'étaient empressés dans

une argumentation des plus pitoyables, dont la logique était celle d'une société d'apartheid. Logique difficile à défendre pour eux dans une salle composée majoritairement de militants antiracistes, de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP, de SOS Racisme, de la LCR et des JCR, qui arboraient le badge « Touche pas à mon pote ».

Spieler a été condamné à 10 000 F d'amende dont 4 000 F de dommages et intérêts aux parties civiles, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP notamment. Cette condamnation doit être un encouragement au développement du mouvement antiraciste à Strasbourg, dont la LCR et les JCR sont largement partie prenante.

Anne Lastrag



CGT

Le syndrome SKF

Ainsi, depuis les affrontements d'Ivry à propos de SKF, le gouvernement, pour nombre de dirigeants cégétistes est devenu socialiste. Il fallait oser le dire... un an après le départ des ministres communistes. Cette innovation syndicale a-t-elle quelque chance de débloquent le mouvement de masse ? Le chapitre laissé en blanc par la CGT, intitulé « la nature du gouvernement et notre attitude à son égard », ne demandait-il qu'à se remplir d'un simple épithète, « socialiste » ?

S'il est bien vrai que le gouvernement est essentiellement composé de socialistes, sa politique n'est pas originale pour autant. Il semble bien que la plupart de ses maigres recettes politiques soient empruntées aux gouvernements Mauroy précédents. Ce qui ne veut pas dire que sa politique est, dès lors, moins condamnable...

Là git précisément un passé encombrant de la centrale de Montreuil. La scandaleuse politique de Mauroy, reprise par Fabius, n'a pas déclenché de tels anathèmes quand le PCF était au gouvernement. Les attaques contre l'emploi, à SKF ou aux ARCT, ne sont qu'une suite logique de celles subies par les sidérurgistes, les travailleurs de la navale ou du charbon.

Du passé, faisons table rase, tel semble être, dès lors, le mot d'ordre d'une grande partie de l'appareil, pour qui rien n'est plus urgent que de faire oublier un soutien à l'austérité passée dans les vengeresses dénonciations présentes.

Alors, quel est l'effet de la découverte printanière des dirigeants CGT concernant la nature du gouvernement ? Une radicalisation des mots d'ordre, une fébrile préparation du mouvement général dont parlait avec tant d'éloquente conviction Henri Krasucki en septembre 1984 ?

Les non-mots d'ordre de la CGT

La CGT semble lier des actions minoritaires avec des objectifs revendicatifs qui n'en sont pas. Quelques dizaines de militants eurent tôt fait d'encercler le P-DG Besse, lors de l'annonce de son plan, mais il semble qu'ils aient plus de mal à mobiliser la majorité des travailleurs, avec laquelle ils ont pris quelque distance depuis le 10 mai.

Ce fossé ne semble pas réductible avec ces espèces de « non-mots d'ordre », variations autour du fameux « Produisons français ». Ce que préconisent à la fois le bureau confédéral CGT, la fédération de la métallurgie et les syndicats CGT du groupe Renault, pour lutter contre le plan Besse, relève du contre-plan sans fond, ni horizon. Ils préconisent le repli sur le sol national des usines à l'étranger, la priorité de vente sur le marché français, la protection du marché intérieur, la diversification des produits pour répondre à la demande française, l'investissement en France dans la Régie de capitaux français et enfin, l'ouverture d'un livret national d'épargne auto. Le tout étant présenté au titre de deux mots d'ordre : « Renault doit être conservé à la France », « Tous ensemble, nous sauverons Renault ».

En quoi ces perspectives sont-elles incompatibles avec la réalisation des plans patronaux en matière de licenciements et d'accroissement de la productivité ? Pour récupérer des parts du marché intérieur, ce que veut faire Besse, pour relancer la vente de produits Renault dans le pays, ce que veut faire Besse, le patronat appliquera les solutions mises en pratique par l'ex-P-DG de Péchiney : licencier, augmenter le rendement individuel, réduire les frais occasionnés par les salaires, faire produire plus par moins de travailleurs une quantité de voitures correspondant à l'espoir de vente.

En quoi est-ce s'opposer à la logique de classe de la direction de la Régie que de tout

repeindre en bleu-blanc-rouge ? Une seule question est importante, dans ce fatras qui embrouille les esprits, dilue les frontières de classes au profit des frontières nationales : les intérêts de Besse, de la direction de la Régie sont-ils contradictoires avec ceux des travailleurs de Renault ? Peut-on défendre les intérêts ouvriers en faisant l'économie d'un affrontement de classes avec Besse ? Et bien, non, un syndicaliste sérieux ne peut faire l'économie d'un affrontement avec le patronat pour défendre les siens.

Le slogan « Produire français » décliné à tous les temps, à tous les modes, ne vise qu'à rejeter les travailleurs en position d'attente, leur faire espérer que quelque part, sous la dure carapace patronale, un Français sommeille et saura se réveiller pour voir combien les intérêts nationaux passent avant tout.

L'autre effet SKF

Si la logique du produire français n'est pas un mot d'ordre, le mot d'ordre « Hier la rose,

aujourd'hui la matraque » a un effet spectaculaire dans la CGT, celui de la division. SKF a joué comme une mise au pied du mur de toute la CGT. Les affiches et autocollants où figure le poing socialiste armé de la matraque de CRS se sont diffusés, non signés, dans nombre de syndicats, sans qu'aucun débat, aucune décision ne viennent légitimer ce brusque tournant vers le syndicalisme anti social-démocrate.

« Lâche soulagement » devant une situation difficile, dans certains cas, ballon d'oxygène de militants qui refusaient depuis le 10 mai un soutien (et une participation de leur parti) au gouvernement dans d'autres cas, le poing et la matraque tiennent lieu de ligne, de point de ralliement pour les rangs cégétistes.

Des tendances à la CGT ?

Par un effet quasi mécanique, les socialistes du bureau confédéral ont été tenus de se démarquer. On retrouve, pour la première fois depuis le coup d'Etat de Jaruzelski, l'expression publique de divergences dans la presse. André Deluchat dans *Libération*, Gérard Gaumé dans *l'Unité* (hebdo du PS), tentent de mettre des bornes à cette offensive, illustrant les risques de division durable.

Ils ont peu de chance d'être entendus. L'embarquée de la CGT à Ivry n'est pas fortuite : une poussée organisée d'une majorité de l'appareil entraîne la CGT dans le sillage du PCF dans ses règlements de comptes contre le PS.

La CGT entre ainsi dans une nouvelle zone des tempêtes. Avouant dans son bilan officiel

une perte de 300 000 adhérents en deux ans, parvenant péniblement à un milliard trois cents millions de centimes fin juin 1985 pour sa souscription, elle aborde l'échéance de 1986 clivée de haut en bas.

Tenant d'un alignement de la CGT sur la croisade communiste anti social-démocrate, Louis Viannet et Michel Warcholack estiment que dans la perspective de la défaite de la gauche, mieux vaut une démarcation brutale et immédiate du gouvernement. Voulant maintenir à la fois l'unité PS-PC dans la CGT et le cap vers un syndicalisme de gestion, Henri Krasucki, Alain Obadia et André Sainjon, tout aussi azimutés par le retour de la droite, veulent préserver les intérêts immédiats de l'appareil syndical et ne pas le replonger, quatre ans après la dernière phase de division active, dans les affres de l'alignement sans fard sur le PCF.

Deux tendances existent donc, sans qu'aucune clarification mobilisatrice pour les travailleurs n'en sorte. Les uns veulent utiliser les luttes contre le PS, les autres voudraient orienter les luttes vers la gestion, en fermant unitairement les yeux sur le gouvernement.

Le 42^e Congrès de novembre 1985 prend un tout autre visage que le faciès fade donné par son document d'orientation. Un enjeu central existe entre les deux tendances, qui possèdent toutes deux leurs pendants dans le PCF.

A cet égard, le 42^e Congrès de la CGT va être un second tour du XXV^e Congrès du PCF de février 1985.

Jean Lantier



PROFITS

1985 : hausse confirmée

Les profits patronaux vont toujours bien, selon les dernières statistiques de l'INSEE. Les investissements qui en résultent restent limités, réducteurs d'emplois et sont bien peu de choses à côté des manœuvres et spéculations financières.

L'accroissement des profits patronaux se confirme. Les dernières statistiques de l'INSEE concernant le premier trimestre 1985 sont identiques, sur ce point, à celles des années précédentes (voir *Rouge* du 27 juin « Crise : trois ans à leur profit »). L'indice officiel des profits : l'excédent brut d'exploitation des entreprises (valeur ajoutée, diminuée des rémunérations salariales et des impôts sur la production, hors TVA) a progressé de 1,6 %, au même rythme que la valeur ajoutée (valeur des biens produits, diminuée de la valeur des biens nécessaires à la production).

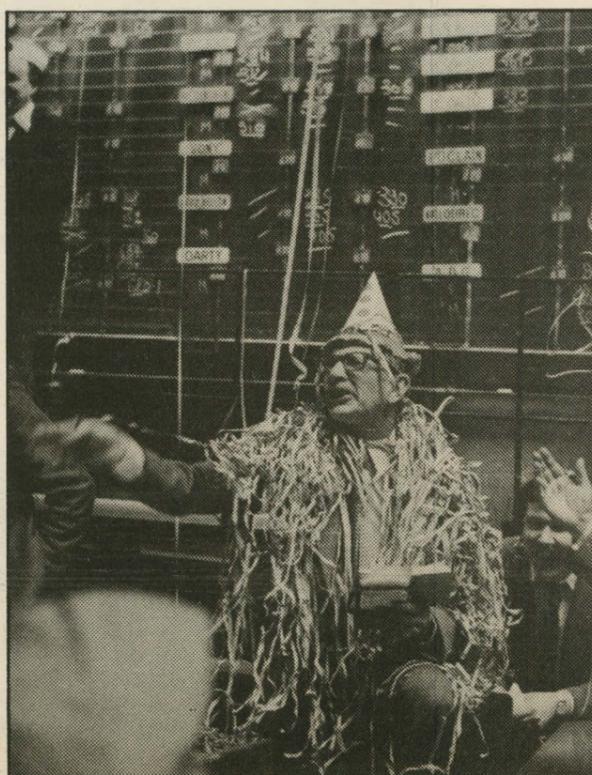
Le partage des revenus croissant pour les entreprises et décroissant pour les salariés — favorisé par la désindexation des salaires inaugurée en 1982-1983 et l'ampleur des suppressions d'emplois (environ 200 000 en moyenne par an) — s'installe donc dans la durée.

Que font les patrons de leurs profits ? Les achats — à

l'extérieur — de biens d'équipements professionnels sont en hausse de 6 %, alors que les importations (dues à la consommation) n'ont pas progressées. Certains patrons s'équipent donc. Cette tendance est conforme à l'accroissement de la formation brute de capital fixe (achats de biens durables selon le langage de l'INSEE) chiffrée à 3 % pour le premier trimestre 1985.

Les investissements industriels devraient, toujours selon l'INSEE, progresser de 6 % pour l'année 1985. Cette croissance supérieure à celle prévue par l'enquête précédente réalisée en mars dernier, auprès des industriels, se répartirait de la façon suivante, 10 % de hausse dans les grandes entreprises, 1 % dans les entreprises moyennes, face à une diminution de 10 % dans les petites (!)

Les conséquences de cette politique sur l'emploi sont déjà connues. Baptisée modernisation, elle signifie licenciements. Elle ne vérifie



en rien — au contraire — les mensonges gouvernementaux selon lesquels le rétablissement des profits patronaux serait source d'investissements créateurs d'emplois.

Le dernier rapport du Conseil économique et social du 9 juillet est clair sur ce point. Il prévoit, toujours pour cette année, une réduction nette d'emplois dramatique : « Elle

pourrait se situer sensiblement au-dessous des deux cents mille de l'an dernier » (!) La diplomatie ne change rien à l'affaire : toujours moins d'emplois, même si c'est moins que l'an passé !

La faiblesse et la fragilité des investissements industriels inquiètent, d'ailleurs même André Giraud, ministre de l'Industrie sous Pompidou ! « *Industrie et Finan-*

UNEDIC, CFR...

Les quatre volontés du CNPF

Dégonflés et ridicules ! Les syndicats — CGT exceptée — envisagent de faire prendre en charge le déficit de l'UNEDIC par les seuls salariés ! Ceux-ci verraient leurs cotisations augmenter de 0,2 %. Les patrons ne sortiraient pas un sou de plus de leurs poches. Alors qu'il en rentre un tas (voir article ci-contre). L'héroïsme des états-majors syndicaux ne leur vaut que des claques. Et le CNPF les donne en public. Il refuse une augmentation des cotisations des salariés qui mèneraient ceux-ci, s'inquiète-t-il, à réclamer une hausse de leurs salaires !

Il envisage, lui, une nouvelle diminution des droits des chômeurs. Il renvoie, comme pour les congés conversion, les syndicats à leurs dossiers : revendications à revoir en baisse ! Jusqu'en 1986, dit clairement le CNPF, on a le temps de voir...

Le gouvernement qui le suit sur le terrain des CFR — il devrait adopter un projet de loi en gros conforme aux quatre volontés des patrons — suivra-t-il sur le terrain de l'UNEDIC ? On ne risque presque rien à parier.

La rançon de la politique du tour des tables patronales, suivie avec assiduité par les états-majors syndicaux est on ne peut plus nette : zéro pointé !

Les travailleurs en paient déjà les frais depuis trois ans. Les pertes de pouvoir d'achat rappelées dans cette page en sont témoins. Les cortèges de licenciements de la régie Renault, à la sidérurgie, en passant par l'électronique connaissent, comme chaque année, les annonces et les chaleurs spéciales de l'été. Des centaines de milliers de chômeurs sont déjà réduits à la misère. L'avenir que leur promet le CNPF est encore plus sombre. « *Bonnes vacances* », écrivait André Bergeron en éditorial du dernier numéro de l'hebdomadaire de Force ouvrière ! FO, faut-il le souligner, est l'auteur de la dernière ouverture syndicale à propos du déficit de l'UNEDIC invoqué plus haut.

Michel Morel

SALAIRES

Baisse pour tous

La dernière étude du CERC confirme et détaille la baisse généralisée du pouvoir d'achat des salariés du secteur public comme du secteur privé, conséquence logique de la politique de désindexation des salaires inaugurée par Jacques Delors.

La baisse générale du niveau de vie de 1981 à 1984 était déjà connue (voir *Rouge* du 27 juin). La dernière étude du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) la confirme et la détaille. Elle dément aussi au passage quelques idées reçues. Les salariés du public (les « nantis » selon le célèbre Barre) ont ainsi autant souffert sinon plus que ceux du privé.

Les salaires nets (déduction faite des cotisations sociales) des fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat réduit de 1,4 % entre 1981 et 1982, de 0,5 % entre 1983 et 1984. Par catégorie, toujours en salaire net, ceux du bas de

l'échelle (catégorie D) ont maintenu leur pouvoir d'achat — singulièrement bas. Les catégories dites intermédiaires (B et C) ont vu celui-ci réduit de 1 % par an environ. Les cadres (catégorie A) de 1,3 %. dans les grandes entreprises publiques telles que la RATP, la SNCF, l'EDF-GDF, par exemple, le pouvoir d'achat a baissé de 1 % par an en moyenne depuis le 1^{er} janvier 1981.

Dans le secteur privé, si l'évolution des salaires bruts (avant déduction des charges sociales) fait apparaître une baisse de 0,5 à 0,7 % par an pour les agents de maîtrise et les cadres et un maintien ou une augmentation (0,4 %

pour les employés et ouvriers, la prise en compte des revenus nets indique par contre une dégradation des revenus générale et significative... Comme pour les salariés de la fonction publique.

La variation du pouvoir d'achat du revenu disponible (activité professionnelle, revenus sociaux, prélèvements fiscaux et sociaux) est limpide. Les salariés du haut de l'échelle, cadres supérieurs, cadres moyens, vivant en couple avec un salaire et deux enfants ont inauguré les pertes de pouvoir d'achat de 1981 à 1982 (-1,6 %). Ils ont été « rejoints » de 1982 à 1983 par les employés et les ouvriers qualifiés (-0,5 % et -0,3 % respectivement). De 1983 à 1984 enfin, les ouvriers spécialisés (-1,6 %) et les manœuvres (-1,3 %) ont subi le même sort. Tout le monde perd, ensemble !

L'évolution est pire encore pour un ménage avec deux salaires et deux enfants. Prenant en compte les revenus déduits des impôts, cette évolution confirme que la baisse

de la pression fiscale ne concerne pas, ou si peu... les salariés.

Signalons, par contre, l'évolution marquée des revenus du patrimoine. Si les revenus immobiliers (bâti ou non bâti) sont en baisse (-0,5 %), les revenus des valeurs mobilières (actions, obligations, dividendes...) ont connu une hausse certaine de 2,6 %. Le tableau ci-contre (performance réelle globale de différents placements sur deux périodes) se passe de commentaires. Sinon que les revenus du capital s'envolent. Cela est évidemment lié à la hausse des profits évoquée dans l'article ci-dessus, due en bonne partie à la baisse des revenus salariaux et à la diminution des charges fiscales des entreprises. Si certains salariés du haut de l'échelle, les cadres — supérieurs notamment — profitent de cette hausse des revenus du patrimoine qui rattrape, ou dépasse, la baisse de leurs salaires : le capital s'enrichit de ce que le travail perd !

M. M.

ces : même combat », expliquait-il dans un récent article, paru dans le journal financier *la Tribune de l'économie*. Constatant avec regret que si « la situation des entreprises non financières [industrielles NDR] est pour la plupart difficile pour beaucoup tragique, (...) les banques et les assurances publient régulièrement des résultats largement positifs, la Bourse s'envole, les

émissions d'obligations battent tous les records ». Rien de neuf, au fond, les profits croissants acquis par les patrons de ce pays en écrasant les salariés, avec la bénédiction du gouvernement servent toujours, en priorité, aux spéculations et manœuvres financières de tous ordres. Les riches passent leur temps à s'enrichir !

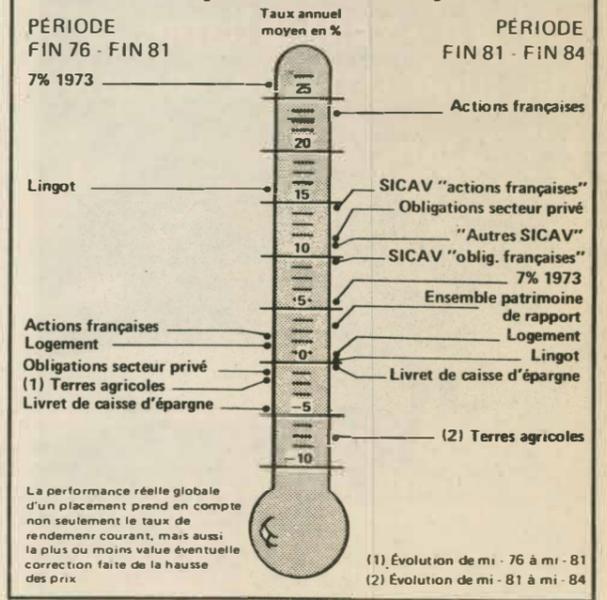
M.M.

Tableau du haut : au fil des années, les revenus des ménages se réduisent. Tableau du bas : les revenus des valeurs boursières ont décollé depuis 1981. Là où la droite avait échoué, la gauche réussit.

Variation du pouvoir d'achat du revenu disponible en %

		Manœuvres	Ouvriers spécial.	Ouvriers qualif.	Employés	Cadres moyens	Cadres supér.
Couple, un salaire, deux enfants	De 81 à 82	4,1	3	2	0,9	-1	-1,6
	De 82 à 83	0,4	0,1	-0,3	-0,5	-1,2	-2,4
	De 83 à 84	-1,3	-1,6	-1,8	-1,8	-1,4	0,5
Couple, deux salaires, deux enfants	De 81 à 82	2,3	0,9	-0,2	-0,4	-1	-2,5
	De 82 à 83	-0,4	-0,2	-0,8	-1,3	-1,9	-2,6
	De 83 à 84	-1,5	-1,4	-1,2	-0,9	-0,7	-0,1

Performance réelle globale (*) de différents placements sur deux périodes



AIX-GRENOBLE

Les méfaits de Thomson

Redéploiements en tous genres et concurrents associés : la filière électronique fait toujours « la une ». Mais Eurêka ou pas, les licenciements et les discriminations salariales restent le pain quotidien des travailleurs de la téléphonie et des semi-conducteurs, les femmes en premier.

178 licenciements secs viennent d'être annoncés au dernier comité d'entreprise de Thomson, à Aix-en-Provence. Ces mesures toucheraient essentiellement des femmes, dans une entreprise dont l'effectif est passé de 1 300 en 1980 à 1 000 environ aujourd'hui, les licenciements des intérimaires se combinant avec les départs en pré-retraite. La direction veut réduire, à terme, les effectifs à 700.

Vendredi 5 juillet, les travailleurs barraient la route devant les portes de l'usine, où l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC tenait une conférence de presse. « La politique de Thomson, explique la CGT, vise à rayer de la carte cinq cents emplois industriels, sans compter les retombées dans la sous-traitance. » Elle a deux raisons principales : le transfert de la moitié du parc-machines de l'usine au Maroc, la baisse du marché des semi-conducteurs. S'opposant au déménagement des lignes de montages, la CGT propose le maintien de l'activité du site aixois, la « mise en place d'un plan de développement de l'industrie électronique de puissance. » Ce plan « devrait être basé sur la satisfaction des besoins de la population en termes d'équipements individuels et collectifs ». L'intersyndicale d'Aix

ne s'estime pas en mesure de juger les propositions de licenciements de la direction, Thomson-CSF-semi-conducteurs étant « en cours de filialisation ». Elle réclame la nomination par les syndicats d'un expert comptable, la réunion du comité central extraordinaire des centres concernés, une réunion de la branche composants. Rendez-vous probable en septembre.

Dans l'agglomération grenobloise, à Thomson-Saint-Egrève, les femmes font cette fois les frais de la politique de discrimination sexiste de la direction du groupe en ce qui concerne les salaires. Dix travailleuses P1 font grève d'une heure à une heure et demie par jour. Voilà qui rappelle la lutte qui a marqué l'entreprise en avril et mai, durant dix semaines (voir les Cahiers du féminisme de cet été). Elles revendiquent la même classification, P2, que les hommes embauchés dans le secteur depuis trois mois. Elles y travaillent, elles, depuis, trois ans ! La direction a annoncé que deux d'entre elles passeraient P2 au 1^{er} juin. Elles veulent la même classification pour toutes et continuent la grève. Comme le dit la lettre qu'elles ont écrit à Yvette Roudy : « A travail égal, salaire égal ».

Gérard Elime



Editorial des feuilles d'entreprises

Les mauvais coup de l'été : top, départ !

Les mauvais coups de l'été commencent à pointer le bout de leur nez. Coup sur coup, Bérégovoy vient de prendre deux mesures qui frappent durement les salariés. Le remboursement de plus de 300 médicaments d'usage courant parmi lesquels le vaccin contre la grippe, et les principaux médicaments contre les infections bénignes des enfants a été baissé à un taux de 40 %. Et le remboursement des indemnités d'assurance maternité passe de 90 % à 84 %.

D'autres mesures semblent en préparation à tel point que du côté du gouvernement on recommence la propagande sur la prétendue surconsommation médicale de la population. Pas un mot évidemment pour noter que l'augmentation du chômage est la seule cause véritable des difficultés de la Sécurité sociale.

Le gouvernement aux petits soins du patronat

Ces mesures contre la santé des travailleurs ne sont que la prolongation de ce qui se fait depuis trois ans maintenant. Même Bergeron y va de sa proposition pour arrondir les fins de mois des patrons : 0,2 % d'augmentation de la cotisation chômage, propose-t-il, à la seule charge des salariés évidemment ! Il avait déjà fait le coup l'an passé. Il

récidive aujourd'hui alors que les patrons sont les seuls responsables du chômage et des licenciements.

Les comptes de la nation sont pourtant clairs : les profits du patronat atteignent de nouveau pour l'essentiel leur niveau d'avant la crise. L'investissement, lui, continue de stagner si l'on retire celui pratiqué par les entreprises nationalisées.

Par contre, le pouvoir d'achat des salariés connaît la plus forte baisse depuis trente ans et le niveau de chômage est toujours à la hausse.

Et pourtant, le gouvernement continue à frapper les travailleurs parce que le patronat en réclame toujours plus.

Ne plus accepter !

Les motifs de la colère des travailleurs ne sont plus à démontrer. La « modernisation » au nom de laquelle ils nous jettent à la rue et nous font les poches ne sert que le grand patronat.

Devant la même politique et le même type de gouvernement, les travailleurs espagnols ont fait vingt-quatre heures de grève de protestation. Il devient urgent d'engager une lutte de longue haleine, de reconstruire le rapport de forces susceptible de faire ravalier leur politique à tous ces beaux messieurs du patronat et du gouvernement.

40^e Congrès CFDT

« Adaptation » du syndicalisme ou mobilisation sociale



Les jeunes n'ont pas le droit aux vacances

Les jeunes n'ont pas le droit aux vacances. Les camps organisés par Trigano ou encadrés par l'armée laissent de côté 120 000 animateurs, encadreurs, formateurs attachés à ce projet en permanence. Entre le budget de l'armée et celui de la jeunesse, le gouvernement choisit le premier.

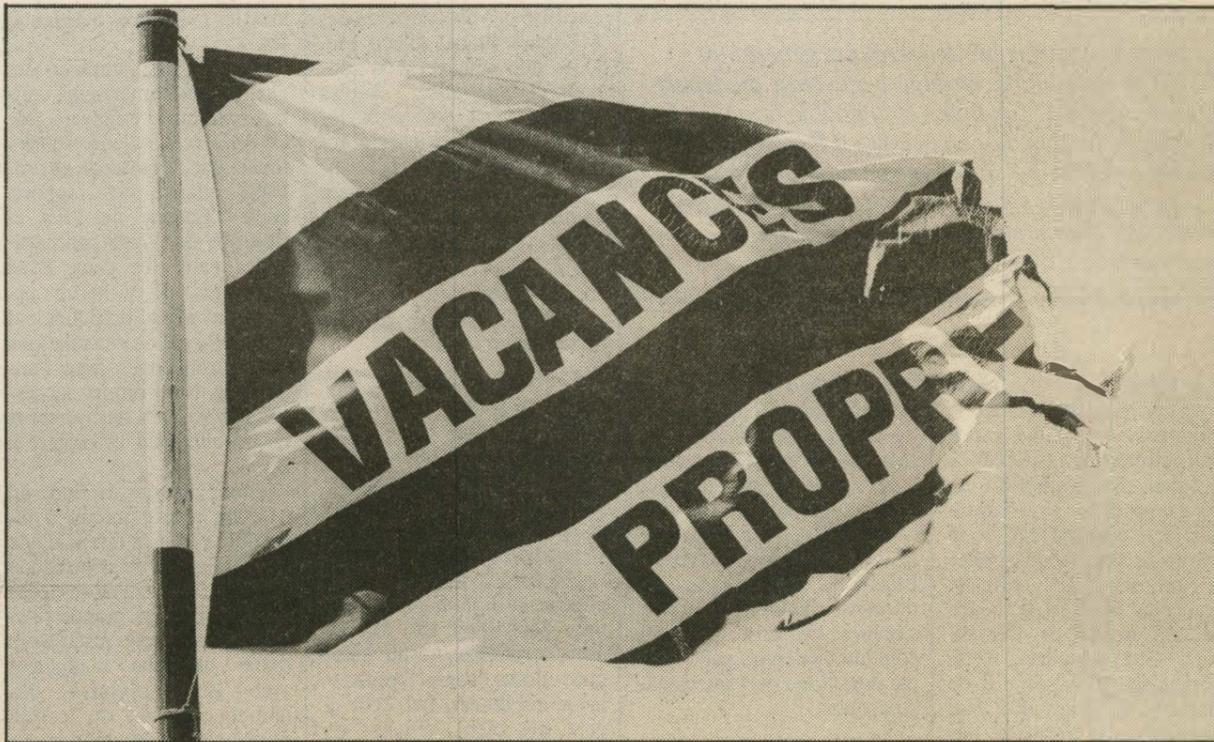
Une fois de plus, de nombreux jeunes resteront chez eux cet été. Faute de pouvoir payer leur place dans une colonie de vacances, faute de démarche familiale, faute de la prise en considération d'un droit qui devrait être inéluctable, celui pour chaque enfant, chaque individu, de partir en vacances. L'an dernier un enfant sur deux a été privé du grand air. Suivant une enquête de la SOFRES-communication*, 66 % des familles qui ont fait partir leur enfant en 1981-1982 ont dû être aidées financièrement, tandis que 130 000 jeunes seulement bénéficiaient en 1983 de vacances collectives, de nombreux centres ont été fermés ou ont dû fonctionner au ralenti faute d'une réelle politique entreprise en faveur de la jeunesse.

« La famille, l'école, le centre de vacances, les œuvres du quartier ou de la commune sont complémentaires, expliquent pourtant les publications officielles, ces institutions forment plusieurs maillons d'une même éducation, que nous souhaitons adaptée à la personnalité de chaque en-

fant, à ses besoins, à ses goûts, d'une éducation bien insérée dans une civilisation en mouvement. »

Certes, depuis 1981 des initiatives ont été prises. Pour la première fois, une semaine sur la promotion des centres de vacances a été organisée conjointement par le ministère de la Jeunesse et des Sports et les associations qui mettent en œuvre les séjours et qui forment l'encadrement. Une circulaire officielle du 7 avril 1982 précisait même : « Si la colonie de vacances d'antan avait prioritairement pour souci de contribuer à la bonne santé physique des participants, le centre de vacances d'aujourd'hui ajoute à cette finalité une dimension éducative qu'il importe de souligner. Avec l'école et la famille, le centre de vacances constitue un milieu privilégié d'apprentissage. » Voilà qui, comme pour bien d'autres choses, aurait pu permettre un certain espoir !

Mais il ne suffit pas, comme cela a été fait, d'organiser des centres de vacances pilotes, patronnés par Trigano en 1982, ou par



l'armée en 1983 ! Il est pour le moins curieux de découvrir subitement les vertus éducatives des centres de vacances, alors que depuis des années ceux-ci existent sans l'ombre d'une publicité, avec l'aide des 120 000 animateurs, organisateurs et formateurs. Sans nier l'intérêt qu'a pu représenter l'initiative organisée par Trigano pour 350 jeunes de Villeurbanne, l'ensemble des centres devrait pour le moins bénéficier

d'autant de soutien.

L'organisation de certains centres en 1983 laisse par ailleurs rêveur. Plusieurs adolescents « ont passé leurs vacances dans un camp militaire sous l'œil paternel d'un adjudant qui les initie aux joies saines d'un parcours d'obstacles, note Vers l'éducation nouvelle, publication des CEMEA. Qu'en est-il du libre choix de l'activité, du climat de vacances dans la vie quotidienne... » Où est la cohé-

rence, quant à ces projets ou opérations entre les finalités éducatives et le ministère de la Jeunesse et des Sports ?

Une réelle action doit être engagée en faveur de la jeunesse, pour le développement, la promotion des centres de vacances et de loisirs. La reconnaissance du statut des animateurs et animatrices entre autres, toutes choses d'ailleurs promises en 1981. Il est vrai qu'on ne peut mettre sur le même plan, au

titre des priorités budgétaires, l'armée d'une part, l'éducation et la jeunesse de l'autre. Il faut choisir. Le gouvernement préfère l'armée. Sans rien risquer, on peut parier que les jeunes attendent exactement l'inverse.

Juliette Mervil

* Un séjour de quatre semaines dans une colonie de la région parisienne revient environ à deux mille francs. Quand il y a plusieurs enfants dans une famille, chacun attend son tour pour partir...

Animateur de colonie : un emploi ?

D'un emploi temporaire d'été, les jeunes animateurs et animatrices de centres de vacances ont parfois un emploi à temps plein. Un choix social et une formation pédagogique... qui coûtent cher.

« Comme tous les jeunes de mon âge, je cherche un emploi temporaire pour les mois de juillet et d'août. Je suis lycéenne, je prépare un BEP sanitaire et social... » Beaucoup de jeunes rédigent ce type de lettre à la veille des vacances. Nombre d'entre eux, lycéens ou étudiants, cherchent un poste dans un centre de vacances ou de loisirs. A plus forte raison en ces temps de chômage, ces petits boulots temporaires permettent de se donner l'illusion d'être indépendants financièrement.

Partir en centre de vacances, ce n'est pas seulement changer d'air. C'est aussi choisir de s'occuper d'en-

fants, plutôt que de travailler un ou deux mois à la chaîne, dans une entreprise, un grand magasin... tout en gagnant un peu d'argent. C'est toucher de près des années d'expériences pédagogiques, participer aux découvertes, aux confrontations de l'enfance dans un milieu adapté. Il faut se frotter à la vie collective, tout en tenant compte des désirs et de la vie de chacun.

Ceux qui militent toute l'année pour l'école publique et laïque, contre le racisme trouvent aussi au centre de vacances un complément. Dans un milieu où les enfants se côtoient, jouent, vivent ensemble, apprennent à se connaître, quelles que soient

leurs origines, ethniques entre autres.

Par choix, ou parce qu'ils ne trouvent pas d'autre emploi, certains animateurs de l'été le deviennent à temps complet, pendant l'année scolaire. Les classes vertes succèdent aux classes de neige, à l'animation des centres aérés ou des cantines avant de retrouver la colonie de vacances. L'animateur est employé au gré des départs, suivant les possibilités des communes, de l'argent au jour le jour, sans garantie ni statut, sans formation permanente. Bref, un ou une exploité(e) de plus !

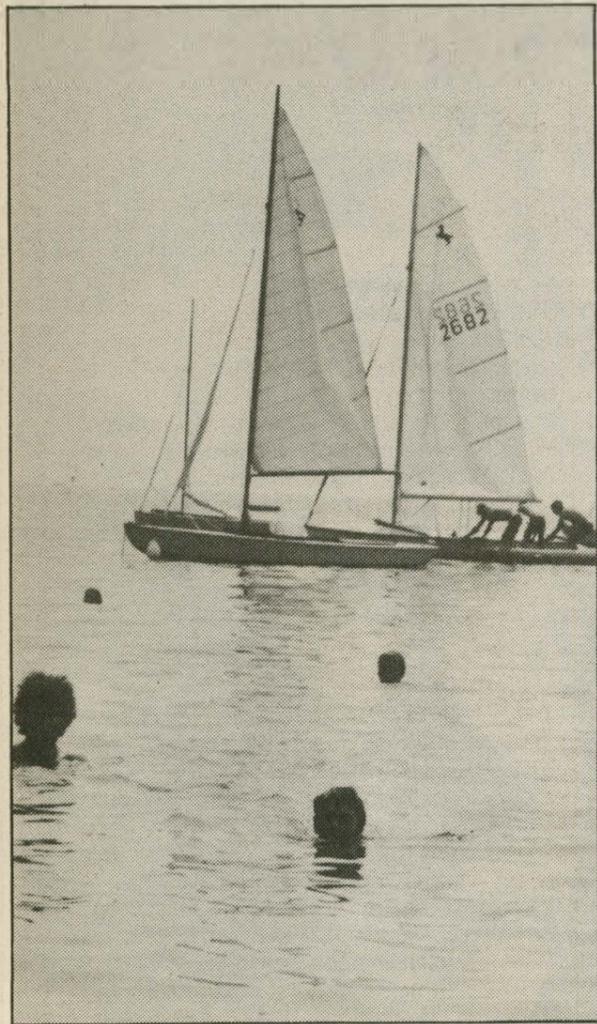
Dans les centres de vacances, l'encadrement est considéré comme une action militante indemnisée. Suivant une fourchette établie par la JPA-CEMEA-FOL*, un animateur reçoit en moyenne 150 francs par jour, un directeur 125 francs. Le temps de présence auprès des enfants est, bien sûr, égal à 24 heures sur 24. En centre de loisirs, le

travail est rémunéré sur une base horaire, autour de 200 francs par jour dans la région parisienne.

La formation coûte cher, comparée aux rémunérations ! Le coût d'un stage de base s'élève en moyenne à 1 540 francs, celui d'un stage de perfectionnement à 1 160 francs. Peu d'organismes en remboursent une partie, pour ne pas parler du tout ! Citons enfin pour la petite histoire les stages « bidons » proposés pour une somme modique par les associations IFAC et Paris pour les jeunes. La première a été créée pour lutter contre le « repaire communiste » que constituent les FFC* et les CEMEA*. La seconde est une association indépendante de la ville de Paris. Mais les subventions viennent de droite ! Désintéressé Chirac !

Juliette Mervil

* CEMEA : Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives.
* FFC : Francs et Franches Camarades.
* JPA : Jeunesse au plein air.



URSS

Un changement dans la diplomatie ?

La prise de contrôle par le secrétaire général du PCUS de la politique étrangère à la suite du départ de ce secteur d'A. Gromyko et la double annonce de la visite de Gorbatchev en octobre à Paris et du sommet américano-soviétique de novembre à Genève, le premier depuis six ans, marquent probablement l'ouverture d'un nouveau cours de la politique extérieure de l'URSS.

A. Gromyko a passé vingt-huit ans à la tête de la diplomatie soviétique où il avait directement succédé à Molotov. Sa promotion au poste de chef de l'Etat a avant tout pour conséquence de le libérer de ses responsabilités de ministre des Affaires étrangères où il est remplacé par un proche de Gorbatchev, Chevardnadze. Cette réorganisation au sommet de l'appareil dirigeant doit être analysée à la lumière des deux décisions majeures aussitôt annoncées par les nouveaux responsables du secteur étranger.

Gorbatchev rencontrera Reagan à Genève du 19 au 21 novembre prochains, ce qui était attendu. En revanche, l'annonce de la visite officielle qu'il effectuera à Paris du 2 au 5 octobre l'était moins. Ce serait méconnaître le goût particulier des bureaucrates soviétiques pour les gestes diplomatiques chargés de signification politique que de ne pas voir dans la conjonction de ces événements une volonté de Moscou d'amorcer un cours nouveau en matière de politique étrangère.

Sortir d'une certaine impuissance

La politique de Molotov puis celle de Gromyko à la

tête du département extérieur fut caractérisée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par la priorité accordée à la recherche du statu-quo avec l'impérialisme dans le cadre d'une confrontation-négociation bipolaire avec les Etats-Unis. Rares sont les occasions où l'URSS a paru s'écarter de cette ligne de conduite générale, par exemple durant le court intermède Andropov.

Mieux que toute autre orientation, celle-ci exprimait l'attitude tout à la fois couarde et cynique de la bureaucratie par rapport à ce qu'elle nommait « l'autre camp ». Une telle vision simpliste déboucha sur la mise en situation de hors-jeu de la bureaucratie dans la plupart des crises régionales pratiquement depuis la crise de Suez en 1956. C'est ainsi que les bureaucrates du Kremlin ont réussi le tour de force de faciliter le rétablissement de l'impérialisme dans des régions où celui-ci se trouvait pourtant en situation périlleuse, comme par exemple au Moyen-Orient.

En Europe, la bureaucratie soviétique s'est de la même manière montrée incapable d'exploiter à son avantage les crises multiples entre les bourgeoisies européennes et leur concurrent américain, sans compter les mouvements de masse tel le mouvement

pacifiste des dernières années à l'égard duquel elle a toujours fait preuve de la plus grande méfiance. Seules comptaient à ses yeux les relations inter-étatiques entre les deux principales puissances de la planète, le reste étant relégué au niveau de l'accessoire. Une politique qui au total a placé l'URSS sur une position défensive permanente, marquée par une impuissance certaine.

Gorbatchev, lors de son voyage à Londres l'an passé, avait laissé paraître une vision quelque peu différente des choses. Maintenant que la nouvelle équipe dirigeante semble stabilisée, nous devrions logiquement assister à une reprise d'initiative de la part de la diplomatie soviétique. Sans bien sûr rompre avec la recherche d'un statu-quo global avec l'impérialisme qui lui est vital, celle-ci peut très bien s'efforcer de mieux prendre en compte une série de données différenciées de la situation internationale non réduite aux rapports Est-Ouest appréhendés au travers du prisme déformant des relations soviéto-américaines.

L'Europe, le Sud et l'Extrême-Orient

Au nombre des préoccupations probables de la nouvelle équipe, l'Europe tient sans doute une place particulière. On avait pu s'en rendre compte avec les propositions récentes du COMECON à destination de la CEE visant au développement des échanges économiques et commerciaux entre ces deux grands ensembles. La visite à Paris du numéro un soviétique à l'avant-veille de sa rencontre avec Reagan marque une volonté de diversifier les échanges et les relations politiques

avec les puissances occidentales.

Le test de l'ampleur des changements intervenus dans la politique étrangère de l'URSS sera encore mieux fourni par l'éventuelle et probable relance des rapports entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, en particulier entre les deux Etats allemands. Il y a un an, Moscou avait pratiquement imposé le gel de ces relations inter-européennes avec l'annulation et le report successifs des voyages des numéros un est-allemand et bulgare à Bonn.

Autre priorité, le Sud, où Moscou a tout intérêt à reprendre pied à la faveur d'une nette inflexion de sa politique étrangère. Les relations avec les pays du tiers monde relevaient avant tout jusqu'alors d'une politique d'alliances avec le mouvement des non-alignés mais où le rôle principal était dévolu dans ce cadre aux « Etats amis de l'URSS », favorisant dans le cas de Cuba en particulier, des prises de positions et d'initiatives qui rencontrèrent à plusieurs reprises une farouche hostilité du Kremlin.

Dernier axe de ce qui pourrait constituer la politique étrangère de Gorbatchev, la normalisation des relations entre l'Union soviétique et la Chine. De nombreux indices soulignent la volonté partagée à Moscou et à Pékin d'en relancer le processus.

Autant de pistes en tout cas qui, au-delà de la prudence de rigueur lorsque l'on aborde la politique de l'URSS, autorisent à considérer comme importants et significatifs les événements intervenus à Moscou la semaine dernière.

Une nouvelle période de « détente » ?

Il serait pourtant téméraire



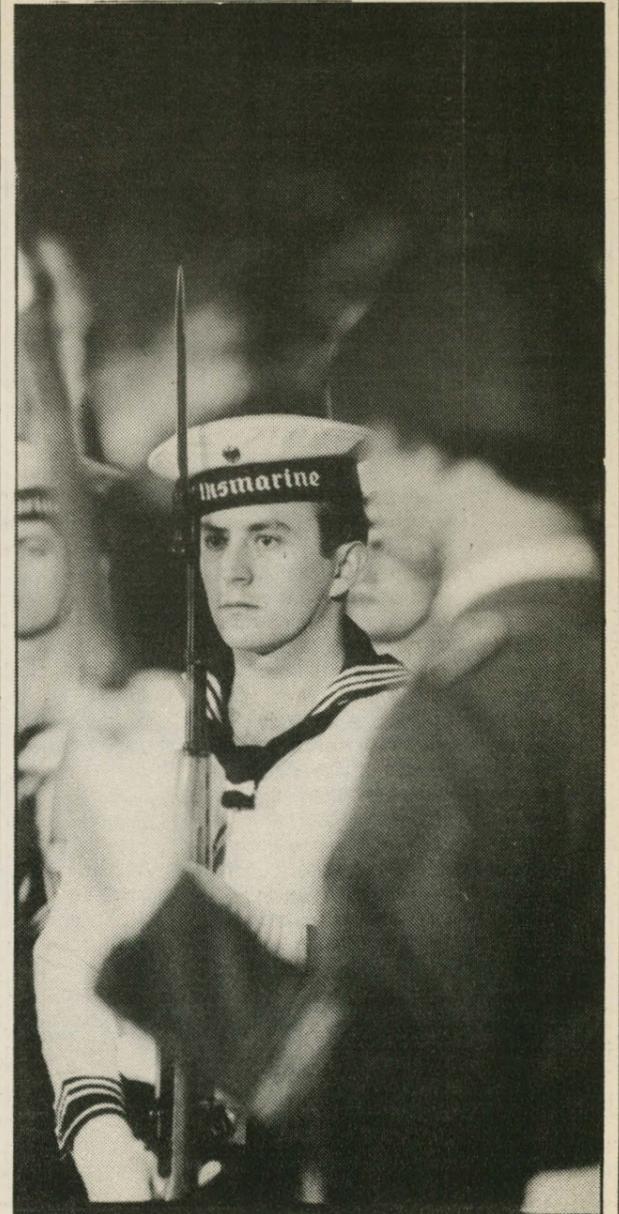
Gromyko.

de conclure à une évolution rapide de la situation internationale sur les bases des intentions proclamées par Moscou, estimant par exemple que le voyage de Gorbatchev à Paris pourrait « contribuer à l'assainissement de la conjoncture internationale et au retour à la détente ». Il est permis d'en douter. En premier lieu, en raison du cours actuel de l'impérialisme, nord-américain notamment. En second lieu parce que les arguments qu'ont à faire va-

loir les Soviétiques sont de peu de poids en matière de relations économiques. Et enfin et surtout parce que les luttes des peuples, ceux de l'Ouest, ceux de l'Est confrontés à un net raidissement intérieur de la bureaucratie, comme ceux du Sud n'ont aucune raison de souscrire à une nouvelle entente entre les Etats impérialistes et la bureaucratie qui se ferait forcément sur leur dos.

J.-L. M.

Soldat de la marine nationale de RDA.



Moscou. Chaîne de montage d'automobiles, dans l'usine Moskvitch, issue d'une coopération avec Renault.



AFRIQUE DU SUD

La radicalisation

En Afrique du Sud, la clique raciste au pouvoir multiplie les crimes contre la population non blanche et contre les militants nationalistes. Mais elle ne parvient pas à empêcher la radicalisation du combat des opprimés pour leur affranchissement.

Matthew Goniwe. Trente-huit ans, membre du Front démocratique uni (UDF) qui regroupe sept cents organisations anti-apartheid. A dirigé la lutte contre la hausse des loyers dans son township de Cradock. Licencié puis détenu six mois sans chef d'inculpation. Disparu et retrouvé le 27 juin poignardé et carbonisé au bord d'une route !

Fort Catala. Responsable, comme le précédent, de la Cradora, association des résidents de Cradock. Retrouvé lui aussi mort dans un fossé.

Thomas Mkonto, Cicelo Mhlawuli, même sort.

Selon l'UDF, onze de ses militants ont ainsi été assassinés ces deux derniers mois et vingt-sept autres ont disparu. Des victimes qu'elle tient à isoler des cinq cents Noirs, étudiants, manifestants, grévistes ou autres qui, depuis août dernier, ont été abattus au cours d'affrontements avec la police. Pour l'organisation Goniwe, Calata et les autres sont des « assassins politiques » cibles choisies d'escadrons d'extrême droite qui ont décidé de supprimer systématiquement tous les dirigeants du mouvement anti-apartheid.

Assassinats systématiques

L'hypothèse est crédible. Les racistes de Pretoria connaissent tous les moyens susceptibles de museler les revendications des non-Blancs. Exemple, récemment, l'UDF a perdu quelques-uns des siens au cours de bagarres avec un autre mouvement, l'Organisation du peuple d'Asanie¹, et l'on ignore encore s'il s'agissait de réels règlements de compte ou de luttes fratricides exacerbées par des provocateurs. Le contexte actuel peut favoriser l'apparition des groupes d'extrême

droite décidés à seconder, à leur manière, la répression déjà parfaitement orchestrée par l'Etat.

Pourtant, malgré la puissance de feu de la riposte policière et militaire, ni le mouvement syndical ni la mobilisation dans les ghettos ne semblent, pour l'instant, faiblir. Le 28 juin, 20 000 mineurs ont encore décidé une grève « sauvage » pour protester contre l'insuffisance des propositions salariales de leur direction. Employés par la société de mines d'or Gencor, la troisième compagnie sud-africaine du secteur par le chiffre d'affaires, ils n'ont pas attendu pour débrayer le vote prévu par l'Union nationale des mineurs (NUM).

Menacés de licenciements, les grévistes ont repris le travail le 2 juillet, mais le NUM envisageait récemment un mot d'ordre de grève générale. Quoi qu'il en soit, les conflits risquent de se multiplier. Traditionnellement, c'est en effet au début du mois de juillet que se discutent les augmentations salariales. Déjà les négociations ont mal tourné sur une mine de platine, et trois mineurs sont tombés sous les balles des forces de l'ordre venues prêter main-forte aux patrons.

Vent nouveau

Parallèlement un vent nouveau semble souffler dans les instances du vieux Congrès national africain (ANC). Pour la première fois depuis seize ans, cette organisation, qui date de 1912 et est condamnée à la clandestinité depuis 1960, a tenu une conférence nationale. Du 16 au 22 juin, deux cents délégués se sont rassemblés dans un endroit resté secret quelque part en Zambie.

La situation a dû leur paraître propice, l'agitation continue dans les ghettos les a



Tartuffe-Fabius

Il faut le leur reconnaître : les représentants du gouvernement français comme ceux des instances internationales ne sont pas avares de leur salive. Et quand il s'agit de condamner Pretoria du haut d'une tribune, il leur arrive d'être loquaces.

N'a-t-on pas vu le Premier ministre Laurent Fabius dire, lors d'une grand-messe sur les droits de l'homme, qu'il faudrait « éventuellement envisager des sanctions économiques si le système racial n'est pas démantelé d'ici dix-huit mois » ? Et un peu plus tard, le Conseil de sécurité n'a-t-il pas condamné à trois reprises, en une seule semaine, le gouvernement de Botha ? La première fois pour avoir tenté — en vain — de saboter une installation économique en Angola. La seconde pour avoir installé un gouvernement fantôme en Namibie au mépris de l'ONU qui réclame des élections libres dans ce territoire. La troisième, enfin, pour le raid meurtrier effectué sur la capitale de Botswana dont le tort est, aux yeux de cette clique raciste, d'abriter des réfugiés, militants de l'ANC.

Pretoria a répondu avec son cynisme habituel à ce déferlement de reproches. La presse a conclu à l'isolement diplomatique de l'Afrique de Sud. Ça et là, quelques

gouvernements occidentaux ont encore poussé quelques hauts cris effarouchés. Puis comme les affaires doivent continuer, tout ce beau monde s'est calmé.

C'est donc dans la plus propice des discrétions qu'ont successivement séjourné à Paris le président d'un bantoustan, Lucas Mangope, puis le ministre sud-africain des Finances, M. du Plessis. Même le Quai d'Orsay ne les a pas vus. Ils étaient en visite privée, paraît-il ! N'empêche qu'ils ont été reçus par les représentants d'entreprises... d'Etat.

La CGE-Alsthom vient de conclure avec le Bophuthatswana, « l'Etat crouillon » de Mangope, un contrat de cent cinquante millions de francs. L'Aérospatiale lui propose deux de ses avions dernier cri, et la Thomson-CSF des émetteurs de télévision. Quant à du Plessis qui a déjà obtenu un prêt de huit milliards de francs de la France, il est venu solliciter quelques nouvelles faveurs de la BNP et de la Société générale.

Qu'en aurait-on su si le mouvement anti-apartheid n'avait été vigilant ? Probablement rien. Quand les profits sont en jeu, Tartuffe-Fabius préfère se taire.

F. C.

peut-être confortés, bref ils ont conclu à la nécessité « d'intensifier la lutte armée jusqu'à rendre le système de l'apartheid ingouvernable ». Et leur président Olivier Tambo a précisé : « Nous ne ferons plus la distinction entre les biens et les personnes. » En bref, l'ANC n'essaiera plus, comme elle avait tenté de le faire jusqu'à présent, d'épargner la vie des civils. Quasiment au même moment, elle revendiquait un attentat dans la lignée de ceux commis au printemps dernier. Le 24 juin, une bombe faisait sauter le siège d'une entreprise chimique qui, une semaine auparavant, avait licencié six cents employés grévistes. Et en avril, les deux compagnies minières qui avaient renvoyé dix-sept mille mineurs en grève avaient vu leurs locaux détruits par l'explosion de mines magnétiques.

La reprise des actions armées de l'ANC était donc annoncée depuis quelques mois. Elle intervient au moment où il ne se passe plus une journée sans qu'on signale des affrontements dans les ghettos : jets de pierres contre les blindés de la police, attaques à la grenade contre les domiciles des Noirs collaborateurs (maires des cités par exemple), etc. Doit-on pour autant conclure que la majorité des Noirs sont aujourd'hui pour le recours à la violence ? Un organisme tout à fait officiel, le Conseil de recherche en sciences humaines vient de terminer une étude sur ce sujet — ce

qui est révélateur en soi — estime que 63 % des non-Blancs en seraient partisans.

De façon plus subjective encore, le Conseil sud-africain des Eglises a, à plusieurs reprises ces derniers temps, déclaré que le pays était au bord de la « guerre civile ». Ce qui est sûr, c'est que les méthodes des illusionnistes ont fait long feu.

Un projet de loi vise à abolir les textes interdisant les mariages mixtes et les relations sexuelles interraciales ? Le gouvernement envisagerait d'accorder aux mineurs le droit à la qualification jusqu'ici réservé aux Blancs ? Qu'importe ! Cela n'empêchera pas un Noir de gagner en moyenne huit fois moins qu'un Blanc. Cela n'empêchera pas Pretoria de poursuivre sa politique de déplacements forcés. Depuis 1981, 330 000 personnes ont été réinstallées dans les bantoustans, ces prétendus Etats indépendants dont les Noirs ne peuvent plus sortir sans perdre leur nationalité sud-africaine et les avantages sociaux afférents. Plus d'un million d'individus sont menacés du même sort alors que le gouvernement s'était engagé en février à stopper ces mesures.

Fera-t-on croire aux « bantoustanisés » que des réformettes peuvent venir à bout de l'apartheid ?

Flora Chénétier

1. Nom donné pour les mouvements de libération en Afrique du Sud.

AMSTERDAM

Convention des mouvements de paix européens

La 4^e Convention pour le désarmement nucléaire en Europe (END) s'est déroulée à Amsterdam du 3 au 6 juillet en présence de quelque mille délégués venus de toute l'Europe auxquels s'étaient joints les représentants de plusieurs mouvements de paix agissant dans d'autres régions du monde (Canada, Etats-Unis, océan Indien, Pacifique-sud, Japon, etc.)

A la différence des précédentes conventions, celle de Bruxelles en 1982, Berlin en 1983, Pérouse en 1984, la réunion d'Amsterdam fut marquée par les difficultés réelles des mouvements de paix à faire face à des situations très différenciées d'un pays à l'autre et à partir de là à communiquer ensemble sur la base d'un même projet de mobilisation des populations de toute l'Europe contre la militarisation.

Il ne s'agit plus en effet pour la plupart d'entre eux de construire des mobilisations de masse pour empêcher le déploiement des euromissiles de l'OTAN, ceux-ci ayant été installés en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, en Italie et plus récemment en Belgique. Il n'y a qu'aux Pays-Bas où la situation demeure de ce point de vue incertaine et où le mouvement peut espérer à la faveur d'une exceptionnelle mobilisation le 26 octobre prochain tenter d'emporter la décision finale.

Il s'agit bien plutôt pour l'essentiel des mouvements de paix européens qui avaient vu le jour lors des mobilisations contre la double décision de 1979 de l'OTAN de

se préparer à faire face aux nouveaux défis des gouvernements capitalistes, en particulier à celui de la militarisation de l'espace. Force est de constater que pour l'heure, ils n'y sont pas encore prêts. C'est sans doute la leçon principale qu'il faudra retenir de cette 4^e Convention de l'END.

Les programmes de Reagan, dit SDI (Initiative de défense stratégique) comme celui de Mitterrand, Euréka, suscitent une très large opposition, mais parce que leurs conséquences directes dans l'immédiat affectent avant tout les politiques d'austérité, les mouvements de paix s'interrogent sur les moyens à mettre en œuvre pour informer et mobiliser l'opinion, sur les alliances à nouer, les mots d'ordre précis et unificateurs à avancer et bien sûr les solutions politiques à proposer. Débats riches mais difficiles à conduire sans une sérieuse préparation.

Certains des dirigeants traditionnels du mouvement sont tentés par la perspective sans issue d'une troisième voie, celle d'une Europe qui se construirait en se dénucléarisant et qui échapperait à la « bipolarisation » Est-

Ouest, mais quelle serait la nature de cette Europe et à partir de quels changements verrait-elle le jour ? D'autres, comme une partie significative du CODENE, refusent de voir dans le projet de Mitterrand un programme militaire, pour l'essentiel non contradictoire à celui de Reagan. A tel point que leurs prises de position ont pu laisser croire qu'ils défendaient la politique du gouvernement français, unanimement condamnée par les mouvements pacifistes des autres pays d'Europe.

Des potentialités inexplorées

Seules exceptions dans ce climat morose et incertain, les contributions de la délégation espagnole et des femmes de la Convention. Le mouvement espagnol, fort de ses dernières mobilisations à l'occasion de la visite de Reagan dans l'Etat espagnol, contre l'OTAN, pour la fermeture des bases US et la solidarité avec les peuples d'Amérique centrale, aurait dû jouer un rôle majeur dans cette convention. Il en a été empêché par une déplorable organisation des traductions en langue hispanique et aussi par un certain isolement par rapport aux autres mouvements.

Comme lors des précédentes conventions, les femmes ont essayé de peser dans le sens d'une meilleure organisation des débats et pour tourner le mouvement dans

son ensemble vers des prises de position beaucoup plus claires que ne le souhaitaient les sociaux-démocrates et leurs alliés au sein du comité de liaison. Cette fois, elles n'y sont pas parvenues.

Il reste que, malgré toutes ses limites, la réunion d'Amsterdam a enregistré et vu naître une série d'initiatives qui, si elles se concrétisent, contribueront à relancer l'activité pacifiste. Il en va ainsi du travail accompli avec des individus ou courants agissant de manière indépendante en Europe de l'Est. Il en va ainsi des initiatives de solidarité avec les peuples en lutte pour leur droit à la paix, à la sécurité et à l'indépendance, dans l'océan Indien, dans le Pacifique-sud et en Amérique centrale.

Le mouvement de paix va donc préparer ses mobilisations d'automne — à la fin octobre dans la plupart des pays — afin de créer les conditions de sa relance et faire en sorte que la prochaine convention, dont ni le lieu ni la date n'ont été arrêtés, soit plus représentative et plus fructueuse du point de vue de ses résultats pratiques. Les raisons objectives qui justifient les difficultés du mouvement pacifiste à se situer ne doivent en tout cas pas masquer les potentialités considérables qu'il recèle et qui ne manqueront pas de se concrétiser à la faveur des mobilisations de masse plus que jamais nécessaires contre les programmes de militarisation des gouvernements impérialistes.

Jean-Louis Michel

YUGOSLAVIE

Procès en appel de trois intellectuels condamnés en février

Miodrag Milic, Milan Nikolic et Dragomir Olujic, qui se définissent eux-mêmes respectivement comme eurocommuniste, socialiste et démocrate, marxiste, avaient été condamnés le 4 février dernier à Belgrade à des peines de un à deux ans de prison pour délit de « propagande hostile ». Ce procès qui avait suscité une importante campagne de solidarité en Yougoslavie et à l'échelle internationale s'était soldé par la débâcle de l'accusation. Les trois hommes avaient aussitôt fait appel du verdict inique prononcé par le tribunal. Ils sont de nouveau devant leurs juges.

S'expliquant dans une lettre ouverte, ils écrivent : « En réalité, la décision du tribunal de première instance nous condamne pour ce qui est un des devoirs des intellectuels, pour ce que l'on attend d'eux normalement dans toute société démocratique, à savoir que nous sommes ici condamnés pour avoir exploré le passé et le présent de la réalité sociale de notre pays (...)

« Nous sommes donc effectivement condamnés pour le délit de ne pas penser de manière officielle. Alors, considérant que nous avons épuisé toutes les possibilités juridiques pour la défense de nos droits constitutionnels, de notre liberté et de notre identité humaine, nous déclarons à tous ceux que cela intéresse que nous entamons une grève de la faim.

« Bien que nous ne soyons, selon toute vraisemblance, que les victimes "finales" du procès des six de Belgrade, nous rappelons que dans le cadre de ce procès, depuis l'arrestation des "vingt-huit" le 20 avril 1984, un homme, Radomir Radovic, a perdu la vie dans des circonstances tragiques et douteuses, que plusieurs personnes ont été physiquement malmenées (...)

« Cela suffit. Cela ne bénéficie à personne dans ce pays. Nous avons tous besoin de paix, de véritable démocratie socialiste, du respect de la Constitution et de la loi, ainsi que de la possibilité de penser et d'agir créativement ; c'est là la condition préalable pour la crise économique et sociale actuelle. Sans le développement de la démocratie socialiste et la libération du potentiel créatif du peuple, il est impossible de sortir de la crise. »

Cet appel à l'opinion internationale doit être entendu. Les protestations sont à adresser à : Présidence de la RSFY, Bulevar Lenjina 2, Belgrade. A la Cour, Vrhovni sud S.R. Srbije, Nemanjina 27, Belgrade. A l'ambassade de RSFY, 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris. Le sort des trois hommes en dépend.

MAROC

Syndicaliste CFDT retenu depuis quatre mois

Mohammed Naciri, employé à New-Holand à Dijon, est retenu au Maroc depuis quatre longs mois. Le régime dictatorial d'Hassan II lui a retiré son passeport à l'occasion d'un voyage au pays. Depuis, sa compagne, qui vient d'entamer une grève de la faim et ses trois enfants, vivent dans l'attente de son retour en France.

Cette mesure d'intimidation à l'égard de M. Naciri vise à l'évidence les travailleurs marocains, par trop actifs aux yeux du régime d'Hassan dans l'activité syndicale en France. Naciri, militant de la CFDT a été réélu en son absence délégué du personnel par ses camarades de travail.

Le comité de soutien qui rassemble la plupart des organisations ouvrières et démocratiques a développé depuis le début de cette affaire une intense activité de solidarité. A l'issue d'une cinquième délégation infructueuse au consulat marocain à Lyon le 6 juillet, il organise un rassemblement de solidarité devant l'ambassade du Maroc à Paris, 3, rue le Tasse, le 12 juillet à 18 heures.

INDONESIE

Suharto prépare de nouvelles exécutions

Le régime de Suharto est né il y a vingt ans d'un coup d'Etat sanglant qui devait décapiter l'un des plus puissants partis communistes. 500 000 victimes furent dénombrées. Ce régime dictatorial et sanguinaire a fait exécuter le 14 mai dernier Mohammad Munir, président de la CGT indonésienne, après seize ans de détention. Il s'appête à faire exécuter quatre autres dirigeants du PCI, détenus quant à eux depuis une quinzaine d'années, Rustan Vidjasastra, Gatot Lestario, Djoko Untung et Rustomo.

Le Parlement européen, lors de sa dernière session, a adopté à ce sujet une résolution proposée par le groupe Vert et alternatif, lançant « un appel à l'opinion mondiale pour qu'elle se mobilise en faveur de l'amnistie et de la libération des condamnés à mort ». Mais Suharto n'a rien à craindre du gouvernement français, second baillier de fond derrière le Japon et l'Indonésie de Suharto. Comme le proclamait en effet Edith Cresson récemment, « les relations franco-indonésiennes sont au beau fixe. L'Indonésie est un partenaire essentiel de la France dans le Sud-Est asiatique ». Les droits de l'homme sont une chose, les affaires des capitalistes une autre, et le gouvernement Fabius-Mitterrand sait distinguer l'une et l'autre...

Un cimetière militaire, près de Lyon : la guerre et ses conséquences...



La Forêt d'émeraude

de John Boorman

Dans un excellent article consacré à « L'inconscient chez John Boorman » paru en 1978 dans la revue *Positif*, Martine Mathieu écrivait : (... dans tous ses films) « C'est la société qui est dangereuse ; elle représente le père qu'il faut vaincre mais aussi la mère castratrice qu'il faut fuir. » Ecrites il y a sept ans, ces lignes sont un raccourci saisissant du propos tenu par Boorman dans *la Forêt d'émeraude*.

D'ailleurs, ne retrouve-t-on pas dans ce film tous les thèmes récurrents de son œuvre, comme le notait Emmanuel Carrère, la semaine dernière dans *Télérama* : « La plongée dans le rêve de la nature vierge (Duel dans le Pacifique, Délivrance), l'utopie et la hantise de la magie (l'Hérétique, Zardoz), et le péril initiatique (du Point de non-retour à Excalibur)... »

Car nous sommes bien en face d'une œuvre boormannienne, multiforme mais dont les thèmes traversent en filigrane l'ensemble des films.

Et parce que Boorman a toujours travaillé dans les codes narratifs les plus traditionnels du cinéma anglo-saxon (policier, film de guerre, film historique, science-fiction, aventures) certains, aujourd'hui, font mine de le prendre pour un quelconque Spielberg qui aurait accouché d'un sous-produit des *Aventuriers de l'arche perdue*...

La même erreur (et la comparaison a valeur d'exemple !) avait été commise lorsque Delmer Daves avait tourné en 1950 *la Flèche brisée*, et Richard Brooks *la Dernière Chasse* en 1955... On avait alors comparé leurs films aux mètres-étalons westerniens, et évacué sommairement la portée pour cause de naïveté et de manichéisme !

Avec *la Forêt d'émeraude*, on assiste à la même incompréhension, alors que l'on se trouve en face d'un film diaboliquement intelligent, formellement splendide, et dont le propos, la philosophie teintée d'esotérisme et de



magie, est un discours humaniste comme l'on n'en entend plus guère aujourd'hui !

Boorman jouant dans un registre complètement recouvert par celui des flingueurs et tronçonneurs dont le cinéma abuse depuis plus de dix ans...

Film intemporel mais néanmoins bien ancré dans la hantise écologique de cette fin de siècle, *la Forêt d'Émeraude* est avant tout un su-

perbe poème magique et païen, qu'il est bon d'entendre et fabuleux de découvrir, comme une rare pépite dans la morne production cinématographique actuelle... Et John Boorman, l'un des grands cinéastes visionnaires du moment, une sorte de cousin inspiré d'Orson Welles, John Huston et Stanley Kubrick à la fois...

Michel Laszlo

Le Baiser de la femme araignée

Hector Babenco était l'auteur de *Pixote*, ce beau film brésilien sur les aventures tragi-comiques d'un gamin des favelas de Sao-Paulo. Il change de registre, mais c'est bien toujours de la même réalité sociale qu'il parle. Dans une prison brésilienne, un militant et un « droit commun » homosexuel partagent la même cellule. Deux mondes différents s'affrontent et s'affrontent encore à travers leur seul loisir : les films à l'eau de rose que raconte l'homosexuel, en l'occurrence, et en fait d'eau de rose, un film nazi sur les amours d'un bel officier SS et d'une chanteuse française qui trahira la Résistance. Des moments de ce film sont intégrés au monde de la prison, établissant des

similitudes réelles ou symboliques.

Les relations entre les deux hommes vont du rejet initial à une amitié forcée née de la générosité fondamentale des deux détenus. Le militant, torturé une fois de trop, mourra en rêvant de cette mystérieuse femme araignée née des souvenirs ou de l'imagination de l'autre. Quant à l'homosexuel, libéré, il mourra en poursuivant encore à travers leur seul loisir : les films à l'eau de rose que raconte l'homosexuel, en l'occurrence, et en fait d'eau de rose, un film nazi sur les amours d'un bel officier SS et d'une chanteuse française qui trahira la Résistance. Des moments de ce film sont intégrés au monde de la prison, établissant des

Piotr

Visages de femmes

Désiré Ecaré est un cinéaste ivoirien dont ce film est le premier à connaître une telle distribution. Ces portraits d'Ivoiriennes sont une chronique de la vie africaine, à la ville et à la campagne, telle qu'elle est vécue et perçue par les femmes et telle qu'elles voudraient la changer, que ce soit sur le plan privé ou social. Le talent de conteur d'Ecaré n'est jamais contenu par une volonté de démonstration ou par un

discours politique « dur ».

Au contraire, il est le déploiement même de la vie, toujours très maîtrisé. Plusieurs séquences sont admirables. La fête où les vieux dansent sur des airs de guinguette ramenés de quelque Nogent-sur-Marne d'avant-guerre ; celle du « congrès » familial convoqué par la femme d'affaires ambitieuse, véritable magie du verbe et de la mise en scène qui fait plus d'une fois songer à Pagnol.

Sang pour sang

Si le scénario (un mari jaloux, puis trompé, embauche un détective privé pour filer sa femme puis la tuer ainsi que son amant) et les personnages (paumés, battus d'avance, victimes des circonstances et de la fatalité) évoquent bien l'univers du livre et du film noirs « classiques », la manière dont Joël Coen filme tout cela s'écarte des traditions les mieux éprouvées. En lorgnant du côté

du film fantastique ou même du film d'épouvante et en figolant une esthétique aussi maniérée qu'elle serait « moderne » au sens des films publicitaires ou des vidéos-clips, Coen excite la curiosité et déconcerte le spectateur. Cette démarche n'est pas de celles qui produisent des chefs-d'œuvre, mais *Sang pour sang* ne saurait laisser indifférent.

Piotr

Reprises

Malgré tout ce qu'il peut avoir de complaisant envers la présence et l'armée britanniques en Inde et d'artificiel dans la manière dont les conflits sociaux et politiques sont perçus (reflets des contradictions des personnages plutôt que l'inverse) *la Croisée des chemins* reste un film superbe, habité par Ava Gardner. Cukor, qui fut surtout le cinéaste de l'intimité, affronte le cinémascope et les foules de figurants sans complexe. La maîtrise calme dont il fait preuve donne au film un caractère un peu abstrait qui, laissant les problèmes réels de l'Inde à d'autres analyses, transforme en aventures et en passions « éternelles » les états d'âme d'une anglo-indienne beaucoup plus anglo qu'indienne.

Guerre et paix de King Vidor n'est pas de toutes les adaptations de l'œuvre de

Tolstoï la plus conforme à la densité psychologique du maître russe. Celle de Bondartchouk allait plus loin dans cette densité. La valeur (au sens propre du terme) de ces « super-productions » tient à ce qu'elles « jettent » sur l'écran et aux yeux des spectateurs : pléiade d'acteurs, décors monumentaux, scènes de foules. De ce point de vue, la longue bataille de Borodino et la retraite de Russie sont extraordinaires et magnifiquement photographiées. Vidor, qui fut aussi le peintre de l'humilité et, d'une certaine manière, de la conscience sociale (comme le rappelait récemment le ciné-club de FR 3), a choisi de faire un film de « surface » plutôt que de « profondeur ». A côté de Tolstoï, mais toujours dans le cinéma.

P. G.

● Une enfance irlandaise de Sean O'Casey, Editions Le chemin vert.

Sean O'Casey (1880-1964) a écrit les six volumes de ses mémoires entre 1939 et 1954. Ce volume (Ed. Le chemin vert) rassemble les deux premières parties, de sa naissance à la guerre des Boers, d'une œuvre qui, par sa taille et par la tempête d'écriture qu'elle déchaîne, est formidable.

Né dans une famille pauvre (et protestante) de Dublin, le futur auteur dramatique qui fut si souvent au rendez-vous de Jean Vilar et de Brecht et qui déclarait lors de la fascisme menaçait l'Europe que c'était bien en tant que communiste qu'il avait écrit, fera ses premières armes dans le syndicalisme et l'action révolutionnaire.

Il sera secrétaire de l'*Irish Citizen Army*, organisation d'ouvriers armés née de la grande grève de 1913-1914. Il ne viendra au théâtre qu'après sa rupture avec le mouvement de Conolly et de Larkin, condamnant l'alliance avec les nationalistes bourgeois. Un personnage de Liam O'Flaherty — ce grand

romancier irlandais disparu récemment — dans *Insurrection* semble être le porte-parole d'O'Casey.

Le rejet du nationalisme, la défiance envers les mythes politiques et les discours mystificateurs animent la « trilogie dublinoise » (*l'Ombre d'un franc-tireur*, *Junon et le paon*, *la Charrue et les étoiles*) ses pièces les plus connues où se mêlent la dérision pour les mythes de pacotille et l'héroïsme vain ou faux et un extrême amour du peuple, une sensibilité malade à ses rêves de bonheur.

Il s'agit moins d'une biographie au sens courant du terme que de l'ouverture en grand des vannes de la mémoire. Épiques ou gaillards, loubards ou lyriques, ce sont des torrents de mots qui jaillissent au moindre propos, bousculant aussi bien la chronologie que le calme plat de la description sociale. Roman de la mémoire d'un peuple, de la mémoire d'un homme qui, mille fois, hisse l'anecdote à l'universel et mille fois, exhibe le sacré en fait divers. Incessant va-et-vient entre le trottoir des pauvres et le ciel des riches.

Piotr G.



☆ **Dimanche** 22 h 30 (FR 3) Début d'un cycle consacré au cinéma italien entre

1960 et 1972; ce soir *l'Aventura* de Michelangelo Antonioni, avec M. Vitti, G. Fer-

zetti et L. Massari.

☆ **Lundi** 20 h 35 (TF 1) *la Maison du D' Edwardes* d'A. Hitchcock avec I. Bergman, G. Peck. Je redoute la version française pour ce film assez bavard et théâtral dont l'ambiance magique risque de souffrir du doublage... (et puis il est passé il y a à peine deux mois sur Antenne 2 en V.O.)...

☆ **Mardi** (20 h 35) (A 2) *les Feux de la rampe*, mélo larmoyant de Chaplin... et en version française !

20 h 35 (FR 3) *les Iles* de I. Azimi avec M. Schell. Film difficile d'accès, mais pour peu que vous en acceptiez les codes, envoûtant et quasiment magique. Félicitons FR 3 de cette programmation à une heure de grande écoute.

☆ **Mercredi** 15 h 30 (TF 1) Troisième épisode de *la Maison des bois* de Pialat.

22 h 45 (A 2) « La question arménienne », une émission de Nat Lilienstein, avec l'historien Marc Ferro.

☆ **Jeudi** 20 h 35 FR 3 *Aziza* film de A. Ben Amar, avec Y. Khlat. Cette première coproduction algéro-tunisienne, vue à Cannes en 1980, est une remarquable charge con-

tre le statut de la femme arabe dans les pays d'Afrique du nord, et un plaidoyer très convaincant en faveur de son émancipation, pour faire évoluer positivement leurs sociétés.

20 h 35 (TF 1) *le Prussien* en hommage à Jean L'Hôte, récemment décédé, un téléfilm féroce et sarcastique, comme on en voit, hélas, trop peu sur le petit écran.



INTERVIEW DE LOUIS MAPOU, ANCIEN REPRESENTANT EN FRANCE DU FLNKS

Maintenir l'effort de solidarité

Louis Mapou s'apprête à rentrer en Nouvelle-Calédonie après avoir représenté le FLNKS en France. A la veille de son retour, nous lui avons demandé d'esquisser un bilan.

□ Tu vas bientôt rentrer en Nouvelle-Calédonie après avoir été le représentant en France du FLNKS. Quel bilan tires-tu de cette période ?

Nous avons réussi à maintenir le cap alors que, sur place, la situation était différente des lendemains du 18 novembre. L'enthousiasme et la sympathie qui nous ont été manifestés n'ont pas baissé en France comme ailleurs. Nous avons essayé de répondre aux événements marquants qui se déroulaient sur place, par exemple à la journée du 8 mai où les fachos ont fait la chasse aux Kanaks. Le mouvement de solidarité qui s'est développé a gardé un haut niveau avec une soixantaine de comités de soutien à la lutte du peuple kanak.

Il faut cependant rappeler que la solidarité qui s'est créée est surtout le fait de certaines composantes du mouvement ouvrier. D'autres ne se sont pas intégrées comme elles auraient pu le faire dans la mobilisation. Il demeure donc un effort à faire en direction des grandes

organisations, syndicales notamment.

Notre principe a été d'essayer d'éviter que la question de la Kanaky ne serve que de prétexte au débat politique en France. Nous ne tenions pas à ce que l'on s'en serve pour régler des divergences ici. Je crois que dans les faits, les résultats sont satisfaisants.

Compte tenu des forces dont nous disposons en métropole et de l'absence d'information en France sur la Nouvelle-Calédonie, on ne peut que constater que la mobilisation a été conséquente. La question de la Kanaky est devenue incontournable et c'est déjà un succès.

□ L'une de vos préoccupations a été d'accroître l'audience du FLNKS en Europe. Pourrais-tu en citer quelques exemples ?

L'un des résultats les plus importants est sans doute d'avoir fait pénétrer le débat sur la Nouvelle-Calédonie au Parlement européen grâce à l'action des Verts ouest-allemands. De même, les mobili-

sations antiguerre en Allemagne ont été l'occasion de faire connaître la lutte du peuple kanak, en particulier lorsque Jean-Marie Tjibaou a participé à la manifestation de Berlin, où se tenait le sommet des pays les plus riches.

Nous avons fait plusieurs voyages en Espagne, ce qui nous a permis d'avoir des contacts avec les principales organisations syndicales et politiques, et des députés. Nous avons essayé de maintenir les contacts établis par mon prédécesseur, Hnalaine Uréguéi, avec, entre autres, des mouvements de libération.

□ Au niveau régional, quelles initiatives a pris le FLNKS ?

Nous avons accordé une attention particulière envers les pays membres du Forum du Pacifique, vers le Forum des syndicats. Nous avons pris la décision de boycotter le Festival des arts du Pacifique qui va avoir lieu en Polynésie. La Vanuatu a d'ailleurs soutenu notre position.

□ Quelles te semblent les échéances les plus importantes à venir ?

L'une des plus évidentes est la discussion en session extraordinaire du Parlement du 10 juillet. Cela conditionne la

tenue des élections en Nouvelle-Calédonie. Notre dernier congrès a décidé d'y participer. Ce choix tactique a été fait car nous pensons que nous pouvons asseoir ce que nous appelons les structures de base de la Kanaky. Ceci dit, notre congrès s'était prononcé sur le projet Fabius avant qu'il ne soit amendé.

Une convention nationale devrait examiner prochainement le texte définitif afin de voir s'il remet en question notre tactique. Notre participation à ces élections sera un moyen de mobiliser largement le peuple kanak et ceux qui nous soutiennent. Notre dernier congrès a clairement rejeté la logique coloniale et néo-coloniale, la logique de l'indépendance-association, qui n'est pas celle du FLNKS.

Bien évidemment, l'autre échéance décisive sera l'échéance électorale en France, celle des législatives de 1986. Cette perspective transparait dans le plan Fabius lui-même. Le gouvernement pense peut-être utiliser la question de la Nouvelle-Calédonie comme un moyen de contrer la droite en réussissant son opération. Par son action, le FLNKS a montré le vrai visage du pouvoir derrière l'image de champion des droits de l'homme, c'est celui qui s'est déjà illustré en Algérie. Nous tenons à affirmer aussi bien face à la gau-

che qu'à la droite, que rien ne se fera en Nouvelle-Calédonie sans notre avis.

□ Qu'est-ce qui a pesé dans la décision du FLNKS de participer aux prochaines élections ?

Avant tout, le manque de moyens pour faire un autre choix. Peut-être que si la solidarité internationale était beaucoup plus importante, nous n'aurions pas choisi la même voie. Nous aurions eu les moyens d'un choix. Il faut prendre en compte tous les éléments du rapport de forces. Celui-ci dépend des possibilités qu'offre la mobilisation. C'est pour cela que le comité de lutte du FLNKS en France s'est attaché à poursuivre l'effort entrepris pour permettre la meilleure organisation des masses sur le terrain. La politique extérieure est utilisée pour détourner l'attention des problèmes intérieurs. C'est pour cela que nous devons remettre en question l'image extérieure que se donne la France.

□ Les positions du FLNKS ont volontairement été déformées en France afin de laisser entendre qu'elles étaient imprégnées de racisme...

L'une de nos tâches a été de

combattre ces déformations. Certains ont voulu tirer un trait d'égalité entre ceux qui, en France, veulent expulser les immigrés et le FLNKS qui réclame pour le peuple kanak la récupération de ses droits jusque-là bafoués. Sans cesse, nous devons poursuivre ce travail de sensibilisation de l'opinion. Vis-à-vis des organisations qui ont exprimé des réticences à travailler dans le cadre de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak, nous pensons que ce qui se passera en Nouvelle-Calédonie même sera décisif et obligera tout le monde à se situer clairement. En dehors d'événements marquants sur place, il y a peu de chances que le cadre de l'Association se modifie.

Il faut maintenir la pression car les preuves ont été apportées que la droite et l'extrême droite se mobilisent en Nouvelle-Calédonie. La période qui suivra les législatives de 1986 sera cruciale. Après son arrivée au pouvoir, la gauche a introduit ses principales réformes dans l'année qui a suivi. Si elle est victorieuse, il y a gros à parier que la droite voudra profiter de son élan pour remettre un maximum de choses en question.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

□